

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE



PRIX

JULES-FOURNIER

1991

Réal
PELLETIER

Québec 



PRIX

JULES-FOURNIER

1991

Réal
PELLETIER



Gouvernement du Québec
Conseil de la langue
française

Cet ouvrage a été publié par
le Service des communications
du Conseil de la langue française
sous la direction de Léo Gagné

Collaboratrices:
Louise Dion
Hermine Beaugard

Graphiste:
Composition Orléans inc.

Dépôt légal — 4^e trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-550-22627-5



Prix Jules-Fournier 1991

*Sur proposition du jury,
le Conseil de la langue française
a l'honneur de déclarer lauréat du
prix Jules-Fournier*

Monsieur Réal Pelletier

*pour la qualité de la langue dans ses reportages,
en particulier la clarté, la simplicité, le naturel,
en même temps que la richesse et le raffinement;
pour son style humain et cordial, la rigueur de son approche
et la justesse de ses analyses.*

*Fait à Québec,
ce vingt-neuvième jour de novembre mil neuf cent quatre-vingt-onze*

*Le Président du
Conseil de la langue française*

*Le Secrétaire du
Conseil de la langue française*

Pierre Lapointe — Antoine Godbout

Réal Pelletier

Onzième lauréat du prix Jules-Fournier

Le prix Jules-Fournier, institué en 1980 par le Conseil de la langue française, veut encourager la qualité de la langue chez les journalistes. Le prix ainsi nommé évoque la brève carrière du journaliste québécois Jules Fournier (1884-1918), dont Olivar Asselin écrivait qu'«il est probablement, à tout prendre, l'intelligence la plus complète, la plus fine qui ait encore paru parmi nous». Reconnu pour la vigueur, la clarté et la précision de son style, Jules Fournier travailla successivement à *La Presse*, au *Devoir* et à *La Patrie*. Il succéda à Olivar Asselin à la direction du *Nationaliste* et fonda son propre journal, *L'Action*. Nommé traducteur au Sénat en 1917, il écrivit un essai sur *La langue française au Canada*.

Le Conseil de la langue française a décerné cette année, sur recommandation unanime du jury, le prix Jules-Fournier à monsieur Réal Pelletier, journaliste à *La Presse*.

Madame Armande Saint-Jean a présidé le jury qui était également composé des journalistes Gilles Gariépy, Laurent Laplante et Renée Rowan ainsi que de Antoine Godbout, secrétaire du Conseil de la langue française.

LAURÉATS

1981
Nathalie PETROWSKI

1982
Réjean TREMBLAY

1983
André DALCOURT

1984
Francine MONTPETIT

1985
Daniel PÉRUSSE

1986
Guy DESHAIES

1987
Pierre SORMANY

1988
Gilles LESAGE

1989
Jean-V. DUFRESNE

1990
Jean-François LISÉE

Proclamation du prix Jules-Fournier

1991

Hommage à Réal Pelletier

Les années se suivent sans se ressembler tout à fait. Certes, cette année encore, les candidatures soumises au prix Jules-Fournier du Conseil de la langue française étaient d'excellente qualité. Le jury a le mérite d'avoir dû se livrer à un exercice minutieux d'analyse et de réflexion. Cependant, le choix ne fut pas très difficile et, pour tout dire, nos délibérations n'ont rien eu de douloureux.

Cela s'explique aisément. Les critères d'attribution du prix Jules-Fournier nous invitent à rechercher d'abord la qualité exemplaire de la langue chez un journaliste de la presse écrite, soit la clarté, la précision, la correction du français, l'originalité du style, la rigueur de l'exposé.

De tels critères nous amènent inévitablement à favoriser des textes qui présentent à la fois des qualités linguistiques exceptionnelles et une valeur journalistique supérieure à la moyenne. Car il ne suffit pas d'écrire des textes passionnants si le style ne témoigne pas d'une maîtrise de l'outil qu'est la langue. Il ne suffit pas non plus de réussir des prouesses de rédaction si le fond ne manifeste pas des qualités intrinsèques d'observation, de justesse, de rigueur.

Ce sont là précisément les qualités qui distinguent notre lauréat 1991. Tous les membres du jury ont souligné le plaisir qu'en éprouve à lire ses textes, ce qui traduit sans conteste le plaisir qu'il ressent lui-même à les rédiger.

Comme le dit Gilles Gariépy, l'un des membres du jury: « Les textes de Réal Pelletier montrent, avec une telle constance, qu'un journaliste peut écrire d'une manière accessible sans se résigner à la pauvreté du langage; qu'il peut être familier, sans verser dans la vulgarité; qu'il peut être chaleureux, sans rien perdre de la neutralité journalistique; qu'il peut recourir à l'anecdote, sans tomber dans le piège de la tournure orate. »

Telle est sans doute la récompense qui est donnée à ceux qui savent persister dans ce métier et qui apprennent à bien mûrir: leurs travaux finissent par ressembler à de grands vins ou à des tableaux qui franchissent l'épreuve du temps.

Si l'on souligne la valeur de la maturité, c'est que notre lauréat affiche déjà de nombreuses années de service en journalisme. Entré dans la profession au début des années soixante, il célébrera bientôt les trente ans d'une carrière qui se déroule en deux temps. D'abord les quinze premières années, qui se partagent également entre Le Devoir, Radio-Canada et La Presse. Suit une période de transition où il assume les fonctions de gestionnaire de la communication. La seconde phase date de 1981, moment du retour à La Presse où, depuis dix ans, il occupe diverses tâches dont celle d'adjoint au directeur de l'information, responsable de l'information internationale, politique et économique, avant de passer au pupitre.

Au fil de ces années, Réal Pelletier a non seulement appris à maîtriser toutes les facettes du métier de journaliste mais il a surtout réussi à développer un style d'écriture qui se caractérise par la simplicité, le naturel, l'enthousiasme, un sens de l'humour certain, et une qualité humaine appréciable.

Laurent Laplante souligne justement ces qualités: «Réal Pelletier écrit, à propos du quotidien le plus modeste et, en apparence du moins, le moins inspirant, des observations simples, convaincantes, éclairantes. Réal Pelletier sait, en tout cas, à partir d'une piste cyclable ou d'un stade un peu folklorique, rejoindre l'humain le plus universel.»

Cette maturité a aussi permis à Réal Pelletier d'explorer un registre fort large et de réussir, par exemple, à raconter des morceaux de notre histoire, comme les origines de la ferveur que le baseball a de tout temps inspirée aux Québécois, en y glissant des bribes de ses souvenirs d'enfance, sur un ton intimiste mais jamais racoleur, pour en arriver à expliquer les motifs de la désaffection dont souffrent les Expos de Montréal en proposant une large fresque des tendances actuelles qui ferait blêmir d'envie les meilleurs sociologues. Il trouve ensuite le moyen de conclure par des observations à caractère politique: le Québec n'est pas une société distincte seulement en raison de l'histoire, la langue et la culture, mais aussi parce qu'en y bat des records mondiaux quant au nombre de pêcheurs, de chasseurs, d'amateurs de golf, de vélo, d'activités de plein air de toutes sortes et parce que ses habitants apprécient particulièrement la convivialité qu'offrent les spectacles de la rue.

Renée Rouan, qui souligne chez Réal Pelletier le sens aigu de l'observation, l'originalité et une qualité humaine qui confère à ses reportages une grande chaleur, précise: «Il sait nous charmer en nous racontant des lieux aimés comme «L'Île-de-France à vélo», ou encore nous amuser avec son «baptême de la Floride», un petit bijou dans le genre!» Et Gilles Gariépy de renchérir: «Qu'il s'agisse d'un récit de voyage, d'une analyse politique complexe, d'une évocation fine du baseball d'hier et d'aujourd'hui, Réal Pelletier réussit à captiver et à plaire, en écrivant presque candidement, comme au fil de la plume, au plaisir de l'écriture.»

Une diversité d'intérêts inusitée l'amène à exploiter un répertoire très vaste sans jamais peser au spécialiste: depuis l'analyse du Sommet des Sept à Londres jusqu'à la description des comportements et règles de bon voisinage entre cyclistes et automobilistes montréalais en passant par la recension moqueuse des marques d'américanophilie qui risquent d'étonner les Québécois qui s'aventurent en France.

«Les textes de Réal Pelletier, souligne Laurent Laplante, situent l'analyse si près des faits vérifiables que ses bilans emportent presque infailliblement l'adhésion. Ainsi, nulle argumentation complexe et fragile ne lui est nécessaire pour démontrer que l'anglicisme d'occasion ne pèse pas du même poids en France et dans le pays de la loi 101.»

En somme, le lauréat du prix Jules-Fournier 1991 réunit deux types de qualités. Au plan de la langue «par son style simple, naturel, clair sans être populiste», tel que le note Antoine Godbout, par son application personnalisée et originale des règles les plus exigeantes

de l'écriture journalistique, Réal Pelletier fournit à n'en point douter un exemple de qualité exceptionnelle. Comme le signale Gilles Gariépy, « Et pourtant, un français d'une telle qualité, d'une telle santé ne s'obtient pas sans travail, sans correction, sans re-corrrection. La bonne écriture est une activité laborieuse; c'est la seule recette pour que la lecture ne le soit pas. »

Mais c'est aussi en raison de la dimension humaine, qui caractérise son approche au reportage, à l'analyse et à la chronique, qu'il réussit à pratiquer un journalisme rigoureux. Sans jamais verser dans la complaisance, le jérémisme ou la naïveté, il permet à la sérénité et au plaisir de trouver leur place auprès de la lucidité et du sens des responsabilités.

Ce sont ces qualités qui méritent à Réal Pelletier l'honneur qui lui échoit aujourd'hui. Les membres du jury l'ont choisi à l'unanimité et lui adressent leurs plus chaleureuses félicitations.

Le jury,

Armande Saint-Jean, présidente

Renée Rouan, Gilles Gariépy,

Laurent Laplante et

Antoine Godbout, membres

Réal Pelletier...

une carrière au service de la communication

Après des études en histoire et en sciences économiques, Réal Pelletier fait ses premières armes au journal *Le Devoir*. De 1962 à 1967, il publie des reportages sur la réforme de l'enseignement, le monde de la santé et la vie politique québécoise. Il sera durant un an (1965-1966) président du Syndicat des journalistes du *Devoir*.

En 1967, il passe à la Société Radio-Canada où il travaille comme rédacteur et reporter à la radio. Son métier l'amène à témoigner d'événements qui ont marqué l'histoire, tels que les émeutes raciales à Chicago, Memphis et Baltimore, le référendum à la fin du mandat du général de Gaulle, ou la grande conférence constitutionnelle de Victoria en 1971. Pendant cette même période, il devient secrétaire général du syndicat des journalistes de Radio-Canada (1968-1969) et, en 1971, vice-président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

En 1972, il effectue un retour à la presse écrite en rédigeant pour *La Presse* de grands reportages, notamment sur la présence canadienne en Afrique de l'Ouest et sur la famine au Bangladesh. Sous sa direction, 18 journalistes ont jeté un regard rétrospectif sur la vie politique agitée du Québec de 1960 à 1975; cette série de reportages a d'ailleurs donné lieu à une publication dont Réal Pelletier a également assumé la direction. Par la suite, il accepte de diriger pour *La Presse* le bureau politique à l'Assemblée nationale du Québec avant de franchir la porte de l'Administration publique québécoise.

Durant quelques années donc, il occupe des fonctions de gestion en communication. De 1977 à 1979, il devient directeur des communications au ministère des Affaires internationales du Québec et, de 1979 à 1981, il prend la charge de directeur du Service de l'information et des relations publiques à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

En 1981, il marque un second retour au journalisme écrit à *La Presse*. On lui doit la conception et la mise en œuvre d'une première mondiale en procédé télématique Télidon, soit le journal intitulé «Les téléinformations de *La Presse*», qui était diffusé en permanence par télédistribution. De même, on lui doit la conception, la mise en marché ainsi que la direction de l'hebdomadaire *Plus* qui, au moment de sa création, était inséré dans l'édition du samedi de *La Presse*.

Après une année sabbatique à Londres, Réal Pelletier revient au journal occuper la fonction de préposé au pupitre. Il signera durant deux ans une chronique dominicale sur les grands courants de l'actualité internationale. Récemment, il a assuré la couverture du Sommet économique des sept pays les plus industrialisés au monde qui s'est tenu à Londres.

Amateur de voyages et de vélo – aussi bien que de voyages à vélo –, Réal Pelletier sait mettre, avec finesse et humour, ses découvertes touristiques tout comme ses observations de la scène politique internationale au service de la communication avec ses lecteurs.

Chroniques
de
Réal Pelletier
Prix Jules-Fournier 1991

L'ÎLE-DE-FRANCE

à VÉLO

RÉAL PELLETIER

C'est à la p'tite cuillère qu'on l'attaque, ce plat gargantuesque, qu'on appelle l'Île-de-France.

Un plat touristique fumant, savoureux, complet comme un pot-au-feu des familles.

Un plat pour les yeux et le nez, avec ses petits champs de blé, de maïs ou de tournesols; ses forêts, grandes, moyennes et petites, voire ses bocages, ou encore ses mûriers vagabonds à portée de bras du voyageur le long des chemins; ses petites villes, villages et hameaux, soigneusement distribués au hasard de l'histoire; ses filets d'eau, au nom un tantinet extravagant de « rivières » mais aménagés — oh! combien amoureusement — comme des autels de Pâques dans un couvent.

Et ses pièces de résistance: ses églises et cathédrales, grises et graves comme des Vendredis saints; ses châteaux et palais, évocateurs de Noëls perpétuels.

Le plat offert au touriste, ici, est d'une étonnante prodigalité. Lutece, déjà, trouvait dans ces campagnes ses blés et ses fromages. Ses héritiers parisiens, aujourd'hui, viennent volontiers y distiller leurs week-ends, après avoir retapé, avec bon goût assez souvent, des fermettes qui, il y a deux décennies à peine, frisaient la décrépitude.

La table est mise

La table touristique est mise en permanence en Île-de-France. Pas de fermeture annuelle! Encore que — on le soupçonne bien — juillet se révèle particulièrement hospitalier. Les grands blés classiques de la Beauce, par exemple, y dandinent une tête alourdie par les Bacchanales du solstice d'été.

Les blés? Ah! mais, attention: ils ne sont plus seuls les blés en

Beauce. Le vieux guide Michelin à papa est un peu dépassé là-dessus. Depuis une génération, la « Beauce-grenier-de-la-France » a changé de costume. Et ce qui satisfera particulièrement l'appétit d'exotisme du visiteur québécois, ce sont sans doute, jouxtant les blés et autres céréales, ces fascinantes nappes de tournesols, une armée de grosses têtes jaunes, superbes dans leur garde-à-vous, qui se regardent dans l'astre suprême comme dans un miroir.

Et comment s'approcher de la table? Le train et le RER (le Réseau express régional, ou métro de longue distance) conduit, en une heure depuis Paris, à une multitude de petites communes intéressantes. Cette formule permet, à ceux qui ont choisi essentiellement Paris comme destination de voyage, d'échapper à la cohue de la capitale, le temps d'une journée ou deux, pour aller se tremper dans la campagne. Toutes les gares de Paris desservent plusieurs coins d'Île-de-France: Saint-Lazare, du Nord, de l'Est, de Lyon, d'Austerlitz.

Le voyageur motorisé peut de son côté dessiner des itinéraires variés en recourant au *Guide Michelin Vert des Environs de Paris*. Mais l'échelle des choses étant ce qu'elle est en Île-de-France, ceux qui peuvent le faire auront avantage à s'y promener en vélo.

Un pays à pédaler

Avant la seconde guerre, le touriste se contentait souvent, en Île-de-France, d'itinéraires linéaires depuis Paris vers des destinations précises: Versailles ou Senlis, Vaux-le-Vicomte ou Beauvais. Jusqu'au jour où, après la guerre, l'explosion du transport automobile aidant, la

maison Michelin a imaginé, dans son *Guide Vert des Environs de Paris*, des circuits complexes reliant des hauts lieux comme Fontainebleau, Chartres, Rambouillet, les Andelys ou Chantilly.

Pratique, le *Guide des Environs de Paris* propose à l'automobiliste un cheminement qui, souvent, emprunte des routes surélevées, offrant des perspectives d'ensemble des riches paysages de l'Île-de-France, conduisant à des points de vue en hauteur qui embrassent de vastes espaces délicatement vallonnés, tapissés de champs en culture et de forêts bien plantées d'où émergent régulièrement les structures modernes des châteaux d'eau et les flèches d'églises médiévales imprimant leur ombre sur quelques vieilles maisons de pierre.

Mais la maison Michelin, qui vend des pneus comme chacun sait, vient de se rappeler qu'elle fabrique aussi des pneus de vélo. Elle a en conséquence, sous la pression de la demande cycliste propre à cette fin de siècle, dessiné une carte d'Île-de-France admirablement bien faite et conçue spécifiquement pour le plaisir du cyclotouriste.

Le vélo se prête magnifiquement à la visite de cette région: du vélo généralement facile, sans surprise désagréable, à la portée du moindre randonneur du dimanche, pour peu qu'il ait pris soin de se dérouiller un peu quelques semaines avant de partir.

Cette nouvelle carte Michelin ne propose pas, contrairement au *Guide Vert* ou aux cartes routières traditionnelles, des itinéraires axés sur les grands panoramas de l'Île-de-France, mais suggère plutôt une

multitude de segments de route tout à fait propices à la pratique du vélo.

Des routes pour voyeurs, offrant des perspectives croustillantes sur l'Île-de-France intime, une sensibilisation au microcosme de la vraie vie de base, devenue la vraie vie marginale en Occident, avec ses familles au champ, ses femmes au marché, ses hommes aux visages traversés par le soleil et le vent qui iront tout à l'heure, en attendant la soupe, s'accouder au zinc des petits cafés pendant que leurs enfants grouilleront sur la place de l'église.

Les gens. Souvent, c'est encore le plus beau souvenir qu'on retient d'un voyage. Et ces gens, de Beauce ou de Brie, de la vallée de l'Eure, de l'Yerres ou de la Seine, qu'est-ce qu'ils causent... Et ils le font d'autant plus d'ailleurs qu'un cycliste à bagage, ça éveille leur curiosité, les impressionne même.

Il suffit parfois d'une simple demande de renseignements pour engager une conversation de 15 minutes. Aux terrasses des villages, on vous demandera spontanément d'où vous venez, où vous allez. C'est vrai du cyclotourisme aux pays de Chambly ou de Laprairie, aussi bien qu'aux pays de Surrey ou de Kent. Mais ici, c'est spécial. Le contact humain en France profonde est d'une spontanéité prodigieuse. Et le fait de venir du Québec n'a rien pour éteindre leur curiosité.

Il arrive que l'interlocuteur redécouvre avec vous, au fil des mots, la beauté de son propre pays. Vous vous étonnez qu'il ait échappé, comme la plupart des citoyens du monde, à la banalité de son environnement quotidien.

Il en ajoutera d'ailleurs, vous suggérant de passer par ici ou par là, de ne pas manquer ceci ou cela. Le vélo, c'est une sorte de passeport universel vers la communication avec les personnes.

Courtes distances

Autre aspect intéressant du cyclisme en Île-de-France: l'espace rural parcouru entre chaque ville, village ou hameau, dépasse rarement les quatre ou cinq kilomètres.

A partir de ce riche enchevêtrement de routes rurales proposées dans cette nouvelle carte dite *Michelin-170, Spécial cyclotourisme*, chacun bâtira son propre itinéraire, en fonction des centres d'intérêt qu'il voudra relier dans ses pérégrinations en Île-de-France.

Les géographes de Michelin ont travaillé avec grand soin. Ils ont minutieusement noté le degré des pentes de chacune des portions de route proposées. Et le pays d'Île-de-France est ainsi fait que le cycliste amateur pourra choisir presque constamment un jeu de routes très douces, avec des pentes très faibles sans devoir sacrifier son plaisir visuel à l'autel du défi sportif. Là où une pente affiche, disons, un modeste sept degrés, la distance de pente ne dépasse guère quelques centaines de mètres.

Et en prime, ces routes proposées se trouvent toutes à l'écart des grands axes de circulation automobile. On se retrouve généralement sur des routes départementales peu fréquentées, parfois sur d'étroits rubans d'asphalte où deux voitures ont du mal à se croiser, mais qui ne se croisent à peu près

jamais de toute façon tellement elles se font rares.

Ces routes incidemment offrent des chaussées très unies, exemptes des malaxages hivernaux que l'on connaît ici. Mais le grain de surface par contre est plus rude que celui de nos routes. Ces routes apparaissent en mauve prononcé sur cette carte *Michelin-170* et les passages particulièrement pittoresques sont doublés d'un trait vert, comme sur les cartes automobiles de Michelin.

L'échappatoire parisienne

Et comme si ces conditions exceptionnelles pour pratiquer le cyclotourisme n'étaient pas suffisantes, le modèle urbanistique français a voulu que tout un chapelet de petites villes, dans un rayon d'une soixantaine de kilomètres de Paris, communiquent directement avec Paris, tantôt par le train, tantôt par le RER.

Ce facteur n'est pas négligeable. Plusieurs cyclistes refusent de rouler par mauvais temps, qui n'est pas absent en Île-de-France. Le touriste ne voudra pas perdre sa journée coincé dans une campagne devenue soudain moins accueillante.

Qu'il soit à Meaux, Melun, Dourdan, Étampes, Chartres, Dreux, Mantes-la-Jolie, ou Chantilly entre autres, il n'aura alors qu'à laisser le vélo à l'hôtel ou à la consigne de la gare, à sauter dans le premier train venu et aller passer la journée à Paris, à une heure de là, fouinant dans les boutiques, flânant dans les musées ou s'écrasant dans un cinéma.

À vélo dès l'aéroport

■ « Va voir Labrecque », m'avait dit Foglia. « La France en vélo, lui, il connaît ça! »

Michel Labrecque, c'est devenu une sorte de gourou national du vélo. Et pas seulement comme responsable du Tour de l'île (de Montréal) à bicyclette. Lorsque je l'ai rencontré l'été dernier, il arrivait d'une virée en France et dans le sud de l'Angleterre.

J'avais déjà fait personnellement un Paris-Londres-Paris, il y a deux ans: périple plutôt détestable, sur des routes mal choisies, des « nationales » souvent où les camions roulant à 100 kilomètres heure frôlent le cycliste à moins d'un mètre.

Labrecque venait de découvrir un truc en or: la carte *Michelin-170*, fraîchement parue à Paris et inaccessible encore à ce moment-là à Montréal. À Paris, cette carte s'enlève comme des croissants chauds, dans le monde, somme toute relativement restreint, des cyclistes randonneurs.

Le vélo dans l'avion

La première question qui vient à l'esprit du cyclotouriste lognant Paris est la suivante: le transporteur aérien acceptera-t-il mon vélo? La réponse est: oui! Air Canada offre un grand sac de plastique transparent et le transporteur suggère de dégonfler légèrement les pneus, en raison de la soute à bagage qui est dépressurisée. J'ai « oublié » de le faire, sur le conseil d'un ami, et ce fut sans conséquence. Il y a un tarif de quelque trois dollars, mais il se peut que la maison « oublie » de le percevoir.

Air France a les mêmes « oublis » fréquents pour la boîte de carton qu'elle offre à \$2,50, une formule qui suppose qu'on relâche le guidon pour le placer dans un axe parallèle au vélo et qu'on enlève les pédales, avec une cle ad hoc que vendent la plupart des marchands de vélos. Les deux transporteurs considèrent le vélo comme l'un des deux bagages autorisés en soute. Deux ou trois sacs à vélo liés pourront constituer le second bagage de soute.

Arrivée à Orly-Sud

Seconde question préalable: que faire quand on arrive à l'aéroport? Dans le cas d'Orly-Sud, j'ai découvert il y a deux ans,

en empruntant une route conduisant à Paris — c'était la nuit — qu'il y avait tout près de l'aérogare une piste cyclable, conduisant dans les environs de la Porte d'Orléans, au périmètre sud de Paris. De là on peut rouler en direction du Quartier latin pour y trouver un hôtel ou, mieux pour la suite, emprunter le boulevard Saint-Michel, traverser la Seine et rouler par le boulevard Sebastopol jusqu'aux environs de la gare du Nord.

Si on choisit d'éviter Paris à l'arrivée, on roulera plutôt d'Orly vers le sud, sur quelques kilomètres, traversant la Seine en direction de la forêt de Sénart, où se trouvent les premières routes cyclables identifiées sur la *Michelin-170*. Il s'agit d'un îlot cependant et il faudra parcourir encore des routes de grande circulation avant de vraiment rejoindre le circuit complet des routes cyclables d'Île-de-France, après la ville de Corbeil-Essonnes en direction de Melun.

Pour ceux qui descendront plutôt à Charles-De-Gaulle, c'est plus intéressant. Deux options sont offertes. Si on veut passer une couple de jours à Paris avant de s'engager dans un circuit cycliste en Île-de-France, on pourra, soit emprunter le RER (Réseau express régional, ou métro de grande banlieue) qui conduit à la gare du Nord, soit surveiller les affiches pour Tremblay-Vieux-Pays, puis Tremblay-les-Gonnesse, itinéraire qui rejoint rapidement la piste cyclable (est-ouest) du canal de l'Ourcq, laquelle relie Paris à Meaux, en lointaine banlieue est.

Il suffit de prendre à droite cette piste qui conduit directement au centre de Paris en longeant le canal de l'Ourcq, qui devient le Bassin de la Villette, qui devient le canal Saint-Martin, qui passe à la Bastille pour aller se jeter dans la Seine.

À l'intersection du bassin de la Villette et du canal Saint-Martin, on empruntera à droite la rue Lafayette pour aller rejoindre, à environ un kilomètre, le carrefour de la gare du Nord, où se trouve le groupe d'hôtels parisiens le plus aisément accessible par vélo depuis Charles-de-Gaulle, des hôtels de toutes catégories. Certains tenanciers acceptent le vélo

— celui de l'hôtel de Milan par exemple si votre bouille lui revient —, sinon on laissera la bicyclette à la consigne de la gare du Nord, pour 20 francs (\$4) par jour.

La randonnée

Le coup du canal de l'Ourcq pour quitter Paris à vélo — qui nous a été conseillé par Michel Labrecque — est assez sensationnel. Il permet d'éviter ce qui peut apparaître à certains comme un cauchemar, à savoir une demi-journée de rues encombrées pour quitter la ville tentaculaire.

De la gare du Nord par la rue Lafayette, on rejoint le bassin de la Villette en un kilomètre environ. On s'engagera à gauche du plan d'eau. On traversera bientôt, sur une chaussée par moments raboteuse et en empruntant un itinéraire pas toujours évident, le nouveau et superbe Parc scientifique de la Villette, pour déboucher sur la piste cyclable du canal de l'Ourcq. Rien à voir, dans un premier temps, avec la piste du canal Lachine. Pour la raison très simple que ce n'est pas un parc d'agrément, mais un vrai canal, avec de vraies usines en opération et de vrais entrepôts pas encore transformés en condos.

Petit à petit, après une demi-heure, on se laissera gagner par le charme, d'abord discret, puis de plus en plus évident, de l'Île-de-France. Ce sera comme une grande libération lorsque la piste deviendra soudain bordée de peupliers géants. Puis on se retrouvera en pleine forêt, absolument typique des forêts qui jalonnent périodiquement, par la suite, l'itinéraire qu'on aura choisi.

Avant ou aux environs de Meaux, on choisira, en consultant la *Michelin-170*, soit un circuit conduisant au nord de Paris, soit un autre conduisant au sud. J'ai opté pour un circuit par le sud. Dans ces sept jours de vacances qui me restaient, j'ai parcouru un itinéraire en hémicycle au sud de Paris, qui m'a plongé au cœur de la Brie, me conduisant successivement de la région de Meaux à Vaux-le-Vicomte, en traversant la délicieuse vallée de l'Yerres, puis

à Melun et à Fontainebleau (son palais et sa remarquable forêt).

J'ai ensuite roulé vers l'ouest en passant par Milly-la-Forêt, Estampes, Dourdan, puis à travers la Beauce, vers Chartres. De Chartres, ce fut une longue et fascinante remontée le long de l'Eure, jusqu'à Dreux. Là, après sept jours, la pluie s'en est mêlé et j'ai dû, faute de temps, interrompre le périple et gagner Paris en mettant le vélo à bord du train.

Ce pèlerinage en France profonde suivant la carte *Michelin-170*, en retrait des grands axes de fréquentation touristique, offre tout ce à quoi un circuit automobile donne accès comme centres d'intérêts dans cette région, mais en empruntant des routes parfaitement choisies pour le cyclotourisme paisible.

À noter toutefois que le fait de s'écarter des grands axes routiers, présente l'inconvénient occasionnel d'une rareté d'hôtels et de restaurants. On prendra donc soin de prévoir coucher dans une ville d'une importance relative au terme de son itinéraire quotidien. Certaines petites villes recèlent peu ou pas d'hôtels. Une ville comme Dourdan (8 000 habitants), ne compte qu'un quatre-étoiles, luxueux à première vue, mais pas plus cher finalement que plusieurs deux-étoiles à Paris.

Quant aux services mécaniques, seules les villes de taille moyenne l'offrent.

Normalement, un cycliste le moins expérimenté devrait facilement faire le grand circuit d'Île-de-France en deux semaines, en voyant l'essentiel de ce qu'il comptait visiter. Et si le circuit complet doit prendre trois semaines pour un cycliste moins expérimenté, le plaisir risque d'en être que plus grand.

Dernier détail: si la carte *Michelin-170 Spécial cyclotourisme* n'est pas encore disponible à Montréal au moment où paraît cet article, on se la procurera dans plusieurs librairies à Paris, mais de façon sûre dans cette magnifique librairie de l'Institut géographique national (IGN), rue de la Boétie, à 50 mètres des Champs-Élysées. Cette librairie incidemment offre tout ce qui existe sur le marché en matière de guides de randonnée pédestre en France et un bon matériel sur le cyclisme.

Question ultime: comment se comportent les automobilistes français face au cycliste? Admirable! est la réponse, surtout quand on a l'habitude des automobilistes québécois. Le Français a peut-être la réputation d'être le conducteur le plus

dangereux d'Europe, cela ne l'empêche pas de porter un respect étonnant au cycliste. C'est un vieux fond de fair-play sportif. Il conduit comme un sportif mais veut bien reconnaître le droit de cet autre sportif appelé cycliste.

P'tits plaisirs

■ Petit: prononcer «p'tit». Avec un «t» pointu, tout nu, en laissant au vestiaire québécois, un instant, ce «s» qui transforme en «ptsi» ce mot magnifique de la langue française. Jouez le jeu s'il vous plaît. Pour l'atmosphère.

Nos cousins de France, du père Hugo au plus obscur républicain, ont une prédilection pour ce mot. Il intervient à tout propos dans leur langage, en toute circonstance. Il enveloppe affectueusement les moindres choses de la vie, comme pour leur insuffler une chaleur particulière.

Small is beautiful: chez nos voisins du sud — au pays de la grandeur par excellence — on a été contraint d'en faire un slogan. En France, le mot surgit tout naturellement. Il fait partie de l'air que l'on respire.

À table, par exemple: on commencera volontiers par une p'tite friture ou un p'tit chèvre chaud en salade, qu'on fera suivre d'un p'tit salé aux lentilles ou d'un boeuf mijoté dans ses p'tits légumes.

À Paris, Madame a-t-elle aperçu une p'tite robe à son goût dans une p'tite boutique de la rue des Canettes, elle voudra faire une p'tite folie; et monsieur, en attendant la p'tite dame, ira siroter un p'tit calva au p'tit café du coin.

Puis ce sera la promenade où l'on s'engagera forcément dans les p'tites rues, s'attardant dans un p'tit square où s'ébattaient quelques titis de Paris, à l'orée de la rue des Petits Champs.

Les p'tits champs? Ils n'y

sont plus depuis belle lurette bien sûr, mais pour peu que l'on sorte de Paris, que l'on traverse l'épaisse couronne de banlieue quienser les 20 arrondissements, on les retrouve vite ces p'tits champs. Des p'tits champs bordés de p'tites rivières, émaillés de p'tites forêts soignées comme des potagers.

Des p'tits champs au-dessus desquels émergent régulièrement, ici la structure moderne d'un château d'eau, là la flèche d'une église médiévale autour de laquelle s'agglutinent, comme sous son aile, un tas de p'tites maisons de pierres.

Des p'tits champs traversés par des p'tits chemins, encore gènes d'une asphalte toute fraîche, reliant entre eux une multitude de communes et de hameaux.

Cette seconde couronne entourant Paris, verte celle-là, à une soixantaine de kilomètres de la capitale, c'est le monde des p'tits pays d'Île-de-France, ceux de la Marne ou de la Brie, de la Beauce ou du val de Seine. Et cette frange rurale de l'Île-de-France, campagne d'opérette, est truffée de monuments d'une ampleur incomparable: Vaux-le-Vicomte, Fontainebleau, Chartres, Beauvais, Chantilly, Compiègne pour n'en nommer que quelques-uns.

C'est comme si l'inconscient français avait voulu, périodiquement au fil des siècles, échapper aux p'tites choses de l'existence, sortir du maternage ambiant en s'offrant un p'tit coup de grandeur.

Réal Pelletier

Au seuil d'un grand malentendu

RÉAL
PELLETIER

Deux cent mille Québécois traverseront en France cette année, principalement cet été. Suivant une mode, plusieurs s'adonneront à la chasse — avec amusement parfois, avec horreur autrement — aux plus récents signes d'anglicisation ou aux nouveaux *trends* d'américanophilie chez leurs cousins. Le tout bien sûr mesuré à l'aune de la Loi 101. C'est-à-dire qu'on s'appliquera à regarder fonctionner la société française, linguistiquement, avec le même regard impitoyable que l'on braque sur la société québécoise à cet égard. L'affaire de l'Institut Pasteur a sonné l'ouverture de la chasse. L'expédition de cet été pourra, par exemple, rapporter les trophées suivants :

- le nouveau centre international du commerce de Paris s'appelle — strictement — le World Trade Center, laissant probablement Montréal avec la seule désignation française au monde de Centre de commerce mondial;
- championne universelle de l'industrie des congrès, Paris a accueilli l'an dernier 328 congrès internationaux — une soixantaine de plus que Londres — et ces congrès, de plus en plus, se tiennent en anglais, sans traduction;
- le plus grand parc d'attractions d'Europe, conçu par les cerveaux des universités de Disney aux États-Unis, s'installe présentement aux portes de Paris, dans la vallée de la Marne; s'y étaleront, à portée des enfants de France et d'Europe, les plus beaux fleurons de l'imaginaire américain;
- de plus en plus de touristes français traversent l'Atlantique, avec les mêmes yeux du cœur qu'affichaient nos parents il n'y a pas si longtemps en faisant le cheminement inverse: l'an dernier, pour la première fois, plus de touristes français sont venus au Québec que de Québécois ne sont allés en France, sans compter bien sûr les Français qui se sont rendus directement aux USA; et quand ils viennent au Québec — qu'on ne s'y trompe pas — c'est pour donner un coup de chapeau aux cousins, mais c'est surtout une façon d'atterrir en douceur sur le grand continent nord américain, fascinant mais un peu effrayant;
- de la même manière, le *Figaro Magazine*, sur deux pages il y a deux

semaines, incitait les jeunes Français désireux de se familiariser avec l'Amérique à venir étudier à l'université... McGill;

- la France était l'hôte, l'an dernier, de pas moins de 38 millions de touristes. En fait, l'affluence québécoise, belge, suisse et ouest-africaine confondue n'a pas fait probablement plus qu'un modeste million. C'est pourquoi, de plus en plus, l'industrie touristique française accueille l'étranger en anglais: plus pratique que de placarder en deux douzaines de langues étrangères.

Des surprises

Certaines surprises d'ailleurs attendent les Québécois à cet égard. Lorsque je me suis procuré un billet de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF), en mai dernier, rue Stanley à Montréal, le billet était libellé en français, mais la documentation l'accompagnant était unilingue anglaise.

Arrivé à Paris le 13 mai, j'ai pris mon premier expresso à l'angle (rigoureusement quartier latin) de la rue de Rennes et de la rue du Vieux-Colombier, où deux garçons de table très parisiens s'amusaient gentiment à faire la conversation en anglais, histoire, de toute évidence, de mettre à l'épreuve leurs plus récents cours d'anglais. À la table voisine, de jeunes touristes espagnols s'adressaient au personnel en anglais.

Dans les rues, de plus en plus de boutiques affichent une raison sociale anglaise: il y a les éternels McDonald et Burger King bien sûr, mais aussi les Freetime, les Cuir Center, et puis cette affiche grand luxe de Renault qui vante une R-5 «complètement fun», etc.

Quelques heures plus tard, dans un magasin de la rue de Rivoli, j'exhibe une carte de crédit frappée du sceau d'une banque canadienne: «Ah! vous êtes du Canada, So, you speak English!» remarquera le préposé, avec le souci très professionnel de vous rendre la vie plus facile.

Dans la semaine qui suit, à la populaire émission télévisée «L'heure de vérité», l'ex-président Valéry Giscard d'Estaing, candidat de la droite aux élections européennes, dit très explicitement que l'anglais est appelé à devenir la langue de communication en Europe. Dans le *Figaro*, l'équivalent de *La Presse* à Paris, un méde-

cin de Roubaix affirme sans ambages: «L'Europe aura forcément une langue européenne. Cette langue ne peut être que l'anglais. (...) Assez de palabres, apprenez l'anglais!»

Quel anglais au fait?

L'anglais a effectivement le vent dans les voiles, en France en général, et à Paris en particulier.

L'anglais? L'américain plutôt. Fini les contorsions labiales de haute voltige auxquelles, il y a 25 ans, s'adonnaient — peu nombreux encore — les Français qui s'étaient mis à l'apprentissage de l'anglais, empêtrés joliment dans les *ze*, les *zat* et les *zis* pour les *the*, *that* et *this*. Cet anglais-là, de digestion pénible, aussi élitiste que le français du 16^e, venait d'outre-Manche. L'anglais ambiant en 1989, moins guindé, a des relents d'outre-Atlantique.

L'oreille française moyenne n'avait jamais vraiment perçu le ton juste qui aurait permis à son propriétaire de reproduire avec une élégance minimale la langue d'Oxford. Elle absorbe par contre avec une étonnante souplesse les accents de Hollywood, ceux du rock surtout, omniprésents en France.

Du rock, les jeunes Français en mangent. Peut-être plus encore que les jeunes Québécois. Le rock: génial alambic qui, à partir d'une concoction de Shakespeare, de guitare western et de beat sorti d'Afrique, distille un anglais-rendu-facile, dans lequel certains ont reconnu l'héritier, un tantinet frelaté peut-être, d'un esperanto plutôt moribond. Une sorte de jocal universel devenu *powerful*, voire *glamorous*. De par son génie propre, de par la dynamique du dollar aussi.

Alors on bascule?

Autant d'indices qui, observés encore une fois à travers la lunette québécoise, peuvent donner à penser que la France est en voie de basculer carrément du côté de la civilisation anglo-saxonne. Certains s'en étonnent ici; d'autres s'en vaxent, avec des ultras qui n'hésitent pas à admonester les cousins, comme on l'a vu quand des chercheurs de l'Institut Pasteur à Paris ont entrepris de publier exclusivement en anglais le fruit de leurs recherches.

(Incidentement, on n'a guère entendu de voix au Québec pour dé-

fendre la mémoire du célèbre biologiste lorsque l'hôpital Pasteur, rue Sherbrooke à Montréal, a troqué son nom pour celui de Centre hospitalier J. Henri Charbonneau. Who is J. Henri Charbonneau, by the way?)

L'affaire de l'Institut Pasteur a plutôt amusé les Français, qui trouvent les Québécois bien « frileux », sur la chose anglaise. A ce stade, rien n'est encore gâté. Sauf que l'on sent très bien dans certains milieux français, de salles de rédaction en Quai d'Orsay, que ce climat malsain pourrait aisément dégénérer si les « affaires Pasteur » devaient se multiplier.

À écouter certains interlocuteurs français — pourtant ouverts par ailleurs au problème linguistique particulier du Québec —, on imagine mal que certaines élites québécoises puissent éventuellement se mettre à reprocher ouvertement « aux Français » de laisser tomber la langue française sans que les cousins d'outre-mer ne réagissent, au mieux par le sarcasme, au pire par la rupture froide des liens privilégiés entre Paris et Québec.

Bref, en observant l'état actuel des esprits en France eu égard à l'anglais, une carrière de mouche du coche linguistique n'offre guère de débouché pour le Québec en France.

Les malentendus

On pourra certes reprocher aux Français leur mauvaise lecture de la situation précaire faite à la langue française au Québec, encore que plusieurs en soient parfaitement conscients. En revanche, les Québécois les plus sensibilisés à l'avenir du français, ici et ailleurs, devront peut-être faire l'effort de remettre à jour leurs données sur la France actuelle. Et la chose la plus difficile qu'il leur faudra reconnaître virtuellement, c'est que les Français, comme peuple, ont parfaitement le droit de faire des choix politiques qui assurent leur avenir, même si cela devait aller à l'encontre des intérêts linguistiques des Québécois. La vérité crue — et dure — c'est que la France n'a aucun compte linguistique à rendre au Québec.

Le malentendu illustré par certaines réactions québécoises à l'affaire de l'Institut Pasteur trouve vraisemblablement son explication dans trois facteurs.

- D'abord, une tranche non négligeable de la classe politique québécoise, faite surtout d'intellectuels et de fonctionnaires, est restée rivée à une vision gaulliste de la France, une France de grandeur, capable de promouvoir, au nom du Québec en même temps qu'en son nom et au nom de la francophonie, la pérennité de la langue française dans le

monde. Les Français en général ont singulièrement réduit leurs ambitions à cet égard depuis 20 ans. Autre vérité crue: si Thomas Jefferson fut le dernier président américain à parler assez couramment le français, François Mitterrand est probablement le dernier président français à ne pas savoir parler l'anglais.

- Ensuite, beaucoup de Québécois ont, sans trop s'en rendre compte, développé une mentalité d'assiégés en matière de langue, un état d'esprit très largement explicable du fait de leur environnement linguistique propre, état d'esprit devenu institutionnel en quelque sorte depuis la Loi 101. Or, la Loi 101 ne constitue pas nécessairement un stéthoscope pertinent pour diagnostiquer les maladies linguistiques en France;

- Plus grave enfin: à force de vivre dans une situation de « mesures de guerre » linguistiques — quelle qu'en soit la validité, là n'est pas la question — on en est venu ici à transformer ce réflexe défensif en une sorte de projet de société permanent, qui a le malheur par surcroît d'être à peu près le seul projet de société un tant soit peu consistant dans une collectivité en mal d'objectifs. La France, de son côté, prépare la plénitude de son destin collectif et il se trouve que l'avenir de la langue — c'est le choix politique d'un peuple — occupe une place bien modeste dans le noyau des préoccupations actuelles des Français.

Vouloir appliquer, en matière de langue, une grille d'analyse québécoise à une société aussi éloignée de la nôtre que l'est la France, fût-ce au nom d'une certaine pérennité du français dans le monde, c'est très mal comprendre comment la France mesure sa propre situation, ses propres tensions existentielles par rapport au monde qui l'entoure.

Des évidences

Certaines évidences doivent être rappelées pour que les Québécois évitent des faux pas dans leurs rapports avec la France en matière linguistique, tout en entretenant avec leurs cousins un dialogue civilisé — et essentiel par ailleurs — sur le sujet.

- La France actuelle ne fait pas une évaluation d'abord linguistique de sa position dans le monde; elle vit plutôt quotidiennement le débat sur l'avenir de l'Europe;

- Société économiquement saine, technologiquement à la pointe dans plusieurs domaines (Ariane, Airbus, TGV, etc.), la France reste néanmoins consciente de certaines faiblesses, en termes de productivité par exemple par rapport à l'Allema-

gne, laquelle se traduit par un franc plus faible que le mark: d'où la volonté très claire ressentie par une majorité de Français d'aujourd'hui de jouer la carte de l'Europe, en association préférentielle avec la RFA si c'est possible.

- Dans cette démarche, des angoisses toutes neuves se font jour: les amours franco-allemandes, initiées par de Gaulle et Adenauer, subissent l'assaut du flirt germano-soviétique — et la courtoisie manifestée cette semaine par Gorbatchev envers la France ne trompe pas. Sans compter des angoisses, plus anciennes celles-là, qui refont surface périodiquement, depuis Vichy: hier c'était Barbie, aujourd'hui c'est Touvier. En même temps que son « Liberté, égalité, fraternité » à l'honneur ces jours-ci, la France vit une sorte de « Je me souviens » plutôt pénible.

- À travers toutes ces préoccupations, l'incontournable question de la langue française se pose, bien sûr. Dans le cheminement de l'intégration européenne, la place du français a été évoquée, mais on s'est vite rendu à certaines évidences, en constatant par exemple la place nettement prépondérante qu'occupe déjà l'anglais, depuis plusieurs années, dans l'enseignement des langues secondes un peu partout chez les Douze. D'où un certain consensus, encore mal défini et mal avoué, pour que l'anglais soit la langue de communication d'un certain nombre de fonctions européennes. Sans compter que les affaires, entre pays européens d'abord, avec l'Amérique du Nord ensuite, avec l'Asie aussi, se font déjà assez couramment en anglais.

- Dans ce rapide processus de transformation des esprits en France, de plus en plus de Français en viennent, plus ou moins consciemment, à accepter pour la langue française dans le monde, une place qui soit plus modestement proportionnelle à l'influence réelle de la France dans ce monde.

Ce qui n'exclut pas que le génie de la France, passé et actuel, déborde encore largement les frontières de l'Hexagone, comme l'a illustré récemment une remarquable série de reportages publiés dans *L'Événement du jeudi*. La presse anglo-saxonne internationale est truffée de mots, voire d'expressions françaises. À lire la grande presse nord-américaine, on a l'impression que la moitié des *columnists* ont choisi Paris comme base d'observation des affaires de la planète. Et l'Agence France-Presse demeure la seule agence d'information de dimension internationale qui ne soit pas anglo-saxonne.

Pour peu qu'on laisse au vestiaire quebécois les lunettes déformantes de la Loi 101, qu'on entre dans ce pays sans préjugé, qu'on se mêle intimement aux gens dans la rue, dans les cafés, dans les restaurants, dans le train, on constatera fondamentalement une chose: ces 60 millions de Français sont — et restent — terriblement français. Le baseball n'est

pas près d'envahir le Parc des Princes, bien que Jacques Chirac ait tenté, américanophilie aidant, d'y intéresser les Français. Bob Hope obtient la Légion d'honneur? Il ne risque guère de déloger Raymond Devos dans le cœur des Français pour autant.

Chose certaine, il ne vient pas à l'esprit du Français moyen un seul

instant qu'il puisse un jour perdre sa langue. Et plutôt que de monter aux barricades linguistiques — ce dont il ne sent guère le besoin —, il opte pour une stratégie qui a déjà connu son efficacité ailleurs: il fait des enfants.

Quand le baseball se heurte à une certaine « société distincte »

RÉAL PELLETIER

Il s'appelait Thériault. Son père possédait, à l'Isle-Verte, dans le Bas-Saint-Laurent, une usine de filature de laine dont il devait éventuellement assumer la succession.

Les dimanches après-midi de juillet, Thériault endossait un costume grisâtre rayé, chaussait des godasses à clous et se coiffait d'une casquette à visière. Thériault et une douzaine de copains affublés des mêmes oripeaux envahissaient un morceau de pacage à vaches rasé de frais, situé dans le Coteau tuf, une sorte de rang prenant sa racine à l'embouchure de la rivière Verte sur le fleuve.

C'était juste après la Seconde Guerre mondiale, vers 1947.

Roland Thériault était un modeste héros du dimanche dans le patelin. Pas très grand mais élancé, il était « pitcher » pour l'équipe de baseball de l'Isle-Verte, dans une ligue regroupant des villages du comté de Rivière-du-Loup: Cacouna, Saint-Éloi, Saint-Arsène, etc.

Sport bien vivant

Dieu sait par quel cheminement bizarre la culture du baseball avait déjà pu rejoindre, quelques années à peine après l'électrification rurale, ces lointaines terres agricoles du Bas-Saint-Laurent baignées par les « octrois » de Maurice Duplessis. Du Coteau tuf, on voyait plusieurs fois par jour passer des trains longs comme le monde, venus du port de Halifax et qui allaient déverser sur Montréal leurs chargements d'immigrants de l'après-guerre.

Le baseball, déjà, en 1947, était bien vivant dans le Québec profond, aussi loin qu'à l'Isle-Verte, le pays des Marquis et des Pelletier, des Côté et des Rioux. À peu près à la même époque, des villes comme Sherbrooke, Thetford Mines, Trois-Rivières formaient la Ligue Provinciale, circuit d'un calibre supérieur qui accueillait de jeunes joueurs américains de talent dont certains allaient devenir de grands noms du baseball.

À la même époque aussi, mon père m'amena au stade De Lorimier, le dimanche après-midi, pour y voir jouer les Royals, que les gens de l'Est appelaient affectueusement, bien avant la loi 101, les « Royaux de Montréal ». Le tramway numéro 5 de la rue Ontario pouvait déverser, le dimanche, jusqu'à 20 000 personnes dans cette enceinte qui, vue de l'extérieur, ressemblait aux énormes usines de vêtements que l'on trouve encore un peu partout à Montréal.

Le quartier vibre encore des noms tonitrués dans des haut-parleurs grinçants: Tom Lasorda, Jackie Robinson, Roy Campanella, Don Drysdale, Sandy Koufax et de ceux de quelques gars d'ici dont Jean-Pierre Roy. La seule autre fois où j'ai vu le « stadium » De Lorimier rempli, c'est lorsque, un bon jour, la CECM a vidé ses écoles et nous a planté un Union Jack dans la main pour aller acclamer la princesse Elizabeth.

De la ruelle aux « séries mondiales »

Le baseball se portait merveilleusement bien à Montréal. Les jeunes le pratiquaient surtout sous sa forme miniaturisée appelée le *softball*, espace urbain oblige. Dans la cour de l'école Brébeuf, dans le vieux Rosemont, on usait vite les balles sur l'asphalte, ce qui avait donné naissance à un commerce de balles enduites d'une sorte de résine, plus résistantes. Dans les corridors de l'école ou aux pissotières, on s'échangeait des « cartes de baseball », à l'effigie des vedettes de l'heure, trouvées dans des sachets de « gomme balonne » *made in USA*.

Au sortir de l'école, on se précipitait dans la ruelle séparant la 1^{re} et la 2^e avenues, un espace de six mètres de largeur où on avait appris à « batter » exclusivement au champ centre — c'est-à-dire en ligne droite — faute de quoi il fallait aller cogner aux portes des voisins pour réclamer la balle tombée dans leur cour. Ou s'excuser d'avoir cassé des vitres.

Quand survenaient les « séries mondiales » à l'automne, un peu partout en ville, dans les usines, les boutiques et à la maison, les gens se collaient l'oreille à la radio pour écouter, en français, le compte rendu du match. La fébrilité atteignait un sommet quand s'affrontaient les *Yankees* de New York, sorte de *Canadiens* des grandes années, et les *Dodgers* de Brooklyn — les favoris ici — une équipe formée principalement d'anciens *Royaux* de Montréal.

Et c'était aussi — faut-il le rappeler — une époque où florissaient à Montréal les petits commerces appelés *bookies* où l'on acceptait avec empressement les paris sur les matches de baseball professionnel. Ce qui n'atténuait en rien la popularité de ce sport. L'apparition de Loto-Québec devait éventuellement porter un sérieux coup aux *bookies*.

L'histoire ultérieure du baseball à Montréal est mieux connue des générations actuelles. Pareille « ville de baseball » ne pouvait pas ne pas obtenir un jour une équipe dans le baseball majeur. Ce fut l'arrivée des Expos, en 1969, suivie de l'érection du Stade olympique, puis

l'avènement du toit. Autant de facteurs qui auraient normalement dû consolider le baseball à Montréal et au Québec. Ce ne fut pas le cas. Au point où, incidemment, aucun grand réseau francophone ne diffuse présentement les *World Series*, qui se retrouvent, bousculées par le hockey et les téléromans, confinées à RDS.

Marketing efficace

Pendant plusieurs années de fait, sous l'empire d'un marketing très efficace dirigé par Roger D. Landry — un marketing reconnu comme novateur par l'ensemble de l'industrie du baseball — les Expos ont attiré de solides foules, supérieures d'ailleurs à la moyenne nord-américaine.

Puis, petit à petit, l'intérêt s'est estompé, au point où la fréquentation du stade aujourd'hui — on l'a nettement perçu en fin de saison — frise un seuil financièrement dangereux, en dépit du fait que l'équipe locale, privée de très grands noms, a fait une lutte plus qu'honorable aux meilleurs baseballeurs d'Amérique.

Plusieurs raisons expliquent cette désaffection des amateurs:

■ Les Nord-Américains, depuis belle lurette, fuient les villes pour s'installer en banlieue. Fréquenter un stade urbain se révèle, pour un nombre croissant d'amateurs, de plus en plus difficile, en termes de temps et d'argent. Partir de Terrebonne, de Saint-Eustache, de Brossard ou de Beloeil pour venir au stade ne se fait pas à tous les jours, même pour un mordu.

■ En une fin de siècle qui vénère la mobilité, celle du hockey au Canada et du football aux États-Unis, celle des jeux vidéo ou de la culture aérobique, la lenteur proverbiale du baseball présente un petit quelque chose d'archaïque.

■ La surenchère salariale — devenue proprement démentielle dans le cas du baseball — à laquelle s'adonnent les joueurs est venue jeter une lumière crue sur le côté mercantile du sport et sur le manque d'appartenance des joueurs à la ville qui, pourtant, les fait vivre. La clientèle en prend ombrage.

Des particularismes

À ces éléments d'explication s'ajoutent des considérations plus spécifiquement québécoises:

■ L'organisation des Expos, solide par ailleurs, n'a pas réussi jusqu'ici à développer de vedettes locales, pour un marché modelé à cet égard par la longue tradition des *Canadiens* au hockey.

■ Au Québec, nous disent les spécialistes du sport amateur, on trouve aujourd'hui plus de jeunes pratiquant le soccer que le

baseball en ligues organisées. C'est un fait que les jeunes Québécois non seulement jouent de moins en moins au baseball mais s'y intéressent de moins en moins. C'est si vrai qu'on a vu cet été, à *La Presse*, des jeunes candidats au métier de journaliste, pourtant très forts dans leurs connaissances générales du milieu, ne savoir rigoureusement rien de l'abc du jeu de baseball.

Mais d'autres facteurs, moins évidents et peu souvent évoqués, jouent sournoisement contre la fréquentation du stade :

■ Il y a, par exemple, la popularité de la résidence secondaire au Québec. Sait-on que l'on compte 180 000 résidences secondaires connues au Québec, que ce chiffre, per capita, est plus élevé même que celui de la riche Ontario voisine et qu'il constitue peut-être une sorte de record mondial des sociétés industrielles ? Et ce sans compter les multiples parcs de roulottes et de maisons mobiles que l'on trouve partout en province. La vie de chalet en week-end au Québec, avanta-gée par une accessibilité relativement bon marché à une profusion de plans d'eau, de montagnes et de forêts, est devenue une sorte d'institution pour quantité de résidents urbains du Québec, les Montréalais en particulier. Et ces résidences secondaires accueillent aussi beaucoup de parents et d'amis en week-end. Peu de ménages voudront sacrifier un week-end à la campagne pour aller au stade, quitte à capter le compte rendu des matches à la radio ou à la télé.

■ De la même manière, les Québécois en général, les Montréalais en particulier détiennent possiblement, parmi les sociétés industrielles, une sorte de record mondial de la pratique de la chasse et de la pêche. Pierre Gingras, spécialiste du secteur à *La Presse*, note que 766 000 permis de pêche ont été émis en 1989 au Québec, ce qui veut dire probablement 1,2 million de pêcheurs puisque le permis des parents couvre les enfants. En matière de chasse, on compte au Québec pas moins de 700 000 personnes qui détiennent un «certificat de chasseur», c'est-à-dire qui ont suivi un cours d'au moins une journée d'apprentissage de la chasse.

Le nombre de chasseurs actifs atteint 450 000 personnes, ce qui constitue encore là, vraisemblablement, un record mondial dans les sociétés industrielles.

■ Autre championnat, nord-américain celui-là: la pratique du cyclo-tourisme comme occupation de week-end. Les chiffres des sorties à vélo sont mal connus, mais l'on sait qu'une piste cyclable comme celle du canal Lachine par exemple enregistre à elle seule 400 000 excursionnistes par année, nous dit Vélo-Québec. Et le Québec compte plus de vélos par ménage que n'importe quelle autre société en Amérique du Nord. Et sur la planète, seul un bloc du centre-nord de l'Europe (Pays-Bas, RFA, Danemark et Suède) compte plus de vélos par ménage que les Québécois.

■ Enfin, occupation moins spécifiquement québécoise, le golf. Les Québécois ont rattrapé l'Amérique du Nord à ce chapitre et pourraient bien la dépasser, les résidents des villes ayant accès à quantité de terrains relativement peu éloignés et peu chers. Les terrains de golf prolifèrent dans la grande région de Montréal, où il y a généralement plus d'espace libre à cette fin qu'autour de la majorité des grandes villes nord-américaines. Or, le Québec compte déjà 750 000 golfeurs.

Ni le golf, ni le vélo, ni la chasse, ni la pêche, ni la vie de chalet ne peut expliquer séparément l'espèce de désaffection croissante des Montréalais pour le baseball. Reste que ça fait beaucoup de monde qui aime aller jouer dehors et que le calendrier de ces activités recoupe sensiblement celui des Expos, dans un pays où l'été est court.

À ces facteurs s'ajoute le goût récent des Montréalais pour toute une série d'activités estivales qui recourent elles aussi les créneaux horaires du baseball, même si les clientèles naturelles ne sont pas forcément les mêmes. Le Festival international des feux d'artifice Benson & Hedges, le Festival international de jazz de Montréal, le Festival international de La Naudière, le Festival Juste pour Rire-*Just for Laugh* et le Festival des films du monde ont un trait commun: elles ne sol-

licitent pas d'abord les élites, mais les masses, comme le baseball. Et les masses y répondent effectivement avec un empressement étonnant.

Mais voici que les élites aussi n'y sont pas insensibles. Les grandes entreprises montréalaises, qui subventionnent d'ailleurs de plus en plus ces festivals (et les théâtres d'été qui ont proliféré ces dernières années), préféreront souvent faire une fleur à leurs cadres ou à leurs clients en leur offrant des laissez-passer pour des spectacles plutôt que pour les Expos.

Quelle société distincte ?

Tout compte fait, cette diversité grandissante d'activités récréatives urbaines et la fièvre du plein air sont peut-être en train de modeler de nouvelles spécificités québécoises.

Une «société distincte» peut en cacher une autre: le discours politicien, qui réduit la «société distincte» à ses dimensions d'histoire, de langue et de culture, occulte d'autres aspects d'une culture spécifique, particulièrement vivante ici, faite d'un goût profond et grandissant pour la vie de plein air, en même temps que d'une affection pour la convivialité qu'offrent les spectacles de la rue.

Il ne faut pas se surprendre dans ces conditions que la fréquentation du stade connaisse ici des jours difficiles. De nouvelles prouesses de marketing pour raviver la flamme du baseball restent toujours possibles, sur un continent qui en a vu d'autres. Montréal peut très bien faire vivre une équipe de baseball. Mais si jamais les Expos devaient partir, on aurait tort de considérer Montréal, de l'intérieur comme de l'extérieur, comme une ville de second ordre en Amérique du Nord du fait qu'elle ait préféré, dans l'esprit d'ailleurs des religions nouvelles de l'Amérique, aller jouer dehors plutôt que d'aller regarder jouer les autres.

Chalet, camping, chasse, pêche, plaisir de la vie tribale retrouvé dans la rue font partie de recettes de vie traditionnelles servies à la moderne: il y a probablement un Mohawk qui sommeille dans l'âme de chaque Québécois de vieille souche.

Automobilistes et cyclistes en ville: il y a de la place pour tout le monde

...et même de la place pour le respect mutuel, faute d'affection

RÉAL PELLETIER

C'est venu comme ça, un bon jour, il y a trois ans. Après deux factures de garage exorbitantes pour ma vieille Mazda pourrie et une demi-douzaine de contraventions de stationnement en un mois — dont quatre devant mon propre domicile à une époque où je travaillais sur un quart de 15 à 23 h —, je me suis posé la question fondamentale: ai-je vraiment besoin d'une automobile?

La réponse fut l'aboutissement d'un itinéraire assez tortueux: «Oui, me disais-je, j'ai besoin d'une auto, ne serait-ce que pour faire certaines courses; pour la prêter à mes fils; pour aller visiter mes vieux parents à Montréal-Est ou un frère à L'Assomption; pour aller dîner chez un ami à Laval ou prendre un pot avec un autre à Longueuil. Mais aussi pour me rendre au travail, le hasard des transports en commun m'imposant un circuit alambiqué composé d'une portion de bus et de deux portions de métro, pour un modeste 5,12 kilomètres entre la rue Springfield à Westmount et *La Presse*.

Et mon ange-protecteur-de-l'automobile me soufflait une évidence bien plus convaincante encore: «Ça fait 26 ans que tu te promènes les fesses en carrosse, bonhomme; t'imagines pas que tu vas t'en passer comme ça!»

N'empêche, depuis trois ans je m'en passe. Avec la complicité, je dois dire, de ma compagne qui reste motorisée. Ce qui assure des déplacements occasionnels à quatre roues lorsque je — ou nous — y sommes contraints par l'éloignement, le mauvais temps ou le temps qui manque, la gadoue hivernale ou autres circonstances. Mais avec la complicité surtout de ma bécane.

Chère bécane!

Apprivoiser la ville

Au moment où le difficile choix s'est posé, j'avais déjà commencé à apprivoiser le Montréal du cycliste. Avec ses trous dans les rues, ses chausse-trappes à tous les carre-

fours, ses relents de mazout brûlé derrière les autobus, ses relents d'alcool non encore brûlé dans le trafic hystérique du vendredi soir. Et pourtant, la piqûre faisait déjà son effet: j'aimais rouler en ville. J'avais découvert, après bien d'autres, une façon exceptionnelle d'être en communion avec la mouvance urbaine. Plus qu'en auto ou à pieds, tu vis la ville à 360 degrés. Aux carrefours, tu vois les visages de plus près qu'en auto, échanges furtifs où les sourires le disputent aux pieds-de-nez, selon les circonstances. Il se passe quelque chose.

Trois ans plus tard, j'imagine mal comment je pourrais retrouver le vélo pour l'auto, comme je l'avais fait à 20 ans. Y a rien là, bien sûr, ce qui n'empêche pas l'entourage de te questionner. Ou de commenter. «Un peu fou, non?», ne dit-on pas, poliment. Sans doute, dans la mesure où les chances mathématiques d'un accident sont élevées. D'où une éthique stricte, que chaque cycliste sans doute n'apprend pas dans les livres mais en pédalant dans la rue.

Au journal, mon voisin d'en face lui — un tantinet pince-sans-rire, il faut dire — n'y va pas par quatre pistes: il me classe carrément dans cette maudite engance qui constitue une menace constante à la civilisation de l'automobile en général, à sa BMW en particulier.

D'autres, plus chrétiens, colorent leur remarque de pitié plutôt que de reproche: «Mais comment tu fais pour rouler en plein trafic dans une ville comme Montréal?»

À éviter: se faire embarquer à pieds joints dans un débat de société, ponctué de lettres ouvertes à *La Presse*, par exemple, où des tenants du vélo s'arrêtent au seuil de l'interdiction absolue de l'automobile, pendant que des adversaires, à cheval-vapeur sur le règlement, tiennent la faune cycliste pour une bande de dangereux hors-la-loi. Un débat qui vire souvent au moralisme simpliste truffé de références politiques, allant de l'influence du «lobby de l'automobile» jusqu'à «l'ordre établi, chapitre trafic urbain», en passant bien sûr par la religion nouvelle de l'environnement.

Les fous du volant?

Dans la vie de tous les jours, les questions sont terre-à-terre: «Mais comment tu fais, avec tous ces fous au volant...?»

Faux. Il n'y en a pas tant que ça, des fous au volant. Je dirais même que l'automobiliste montréalais, comparé à celui de Paris par exemple, est plutôt bon enfant. Et la circulation automobile à Montréal n'est pas si dense que ça et se révèle, tout compte fait, plutôt pépère. Il y a ici et là des gens pressés, nerveux, fatigués, oui. Mais des fous, pas tant que ça. D'ailleurs, la cohabitation automobilistes-cyclistes s'améliore à Montréal, quoi qu'on en dise, ne serait-ce que parce que de plus en plus d'automobilistes pratiquent eux-mêmes le vélo.

En trois ans de vélo presque quotidien en ville, on en vient à «sentir» les caractéristiques très particulières du mouvement automobile de Montréal, bien différent d'ailleurs de ce qu'elles sont dans une ville comme Paris ou Londres. C'est comme si chaque ville avait ses comportements propres, spécifiques en matière de conduite automobile.

On en vient à comprendre par exemple qu'à Montréal, les automobilistes ignorent à peu près totalement le feu jaune et brûlent régulièrement le début du feu rouge consécutif, plus que dans n'importe quelle autre ville que je connaisse. C'est tellement vrai que de pareilles scènes se produisent quotidiennement des milliers de fois sous le nez des policiers qui ne réagissent plus, concession faite à des moeurs irréversibles développées au fil des ans.

Par contre, il n'est pas rare qu'à la tombée du feu vert, les automobilistes mettent trois, quatre et même cinq secondes avant de redémarrer, souvent après avoir été littéralement éveillés par un coup de klaxon venu d'en arrière.

Paresseux qu'ils sont, les automobilistes de Montréal.

À Paris, l'automobile est un sport; à Londres, une manoeuvre militaire; à Montréal, une corvée.

Même paresse qui fait que le clignotant de virage est de moins en moins utilisé d'année en année. Ça, c'est plus grave pour le cycliste, mais encore là, on vient à s'y faire. À « sentir », encore une fois, le voisin à quatre roues, à anticiper ses mouvements.

Le danger: le piéton

En fait, aussi étrange que cela paraît, c'est peut-être le piéton qui présente le plus de problèmes pour le cycliste urbain. Parce que le piéton, souvent, fonctionne au son. Il fonctionne au son avec une propension particulière au mouvement de foule. Le matin surtout, avant le premier café.

Rue Sainte-Catherine par exemple, angle McGill College, la scène — impayable; faut aller voir — se répète plusieurs fois, tous les matins: une journée de piétons sortie du métro traverse la « Cat » au feu rouge sans que personne, dans certains cas, — je dis bien personne — ne tourne la tête à droite pour voir s'il vient des voitures. Tout ce beau monde se fie d'instinct à son oreille qui n'entend rien venir et aussi à la confiance aveugle que lui inspirent 18 camarades piétons qui ne peuvent pas se tromper. Et quand le cycliste freine à dix centimètres de leurs genoux, faut voir la mine ahurie de ces bipèdes, une lueur de reproche au fond de l'oeil.

La seule chute causée par des personnes que j'aie faite en trois ans de vélo le fut justement par une piétonne traversant un feu rouge par oreille.

Dans une ville comme Londres, les piétons peuvent produire des situations loufoques: comme donner une baffe à un cycliste en étendant le bras pour héler un taxi. C'est que l'espace consenti aux cyclistes dans le centre de Londres se traduit souvent par une bande d'une trentaine de centimètres démarquée d'un trait jaune, en bordure du trottoir. Et comme les piétons londoniens attendant le feu vert s'alignent militairement, en masse, le long du trottoir, plusieurs sont dans l'impossibilité de voir venir le cycliste. A chaque communauté piétonne de la planète ses petites habitudes.

Et encore, c'est selon les quartiers. Le carrefour Sherbrooke-Victoria, à Westmount — tradition britannique oblige — est probablement celui à Montréal où les piétons observent le plus scrupuleusement les règles de la circulation. Mais le même monsieur très digne qui refuse obstinément de traverser sur un feu rouge à ce carrefour fera des pirouettes rue Saint-Cathe-

rine une demi-heure plus tard pour gagner son bureau.

Justement, la traversée de piétons en milieu de rue à travers des véhicules immobilisés se révèle particulièrement dangereuse pour le cycliste, surtout si le piéton passe devant un bus ou un camion qui le camoufle. Mais encore là, le cycliste développe un sixième sens par rapport à ces situations.

Un bouchon, une aubaine

Et contrairement à ce que plusieurs peuvent penser, un trafic de 17 h, complètement bouchonné, constitue souvent une aubaine pour le cycliste, seul véhicule apte à bouger dans la rue... à la condition que les piétons s'ouvrent les yeux aussi grand que les oreilles.

Restent les petites situations de vie montréalaise pas toujours commodes ou parfois carrément dangereuses: les véhicules de livraison garés en deuxième voie; les rues dont la piste de droite, démarquée par les tirets blancs, offre tout juste la largeur d'un véhicule (le boulevard René-Lévesque dans l'ouest est pourri à cet égard, alors que de Maisonneuve dans l'ouest est très confortable); les portières de voiture — taxi ou privée — qui s'ouvrent devant soi sans avertissement; le bonhomme qui va déposer ou chercher bobonne (ou vice-versa) devant la station de métro et qui dessine une jolie queue de poisson devant le cycliste; les pistes cyclables surencombrées le dimanche après-midi (à une heure où la rue Notre-Dame est aussi vide que Bay Street); les voitures de police qui, après avoir collé un automobiliste en infraction, restent garées n'importe comment dans la rue.

Vu, rue Sainte-Catherine, un matin cet été: une seule voie est ouverte en raison de travaux. Une voiture de police s'y engage, puis s'arrête. Un policier en descend et s'en va ostensiblement déposer son verre à café dans une poubelle sur le trottoir; puis revient lentement à son véhicule, sous le regard ébahi de ceux qui attendent à l'arrière.

Foutus cyclistes...

Mais le pire ennemi du cycliste, en fait, demeure... le cycliste. Parce que c'est aussi un petit monde qui, lui aussi, fonctionne par oreille. Tiens, tiens! À vélo, doubler un cycliste qui ne vous a pas vu, est une opération plus périlleuse, en corridor étroit, que de doubler un autobus. D'où un sens qui se développe rapidement chez le cycliste urbain de rouler droit — le plus droit pos-

sible, tout le temps. De plus en plus de cyclistes y portent attention et je sens que de plus en plus d'automobilistes s'en sentent rassurés.

Pire: si vous roulez dans le trafic en bordure du trottoir ou d'une rangée de voitures en stationnement, et que vous voyez soudain apparaître un cycliste venant vers vous, c'est, facilement, la grande panique. Il n'y a aucun sens commun qui puisse jouer dans ces circonstances, si ce n'est le réflexe de stopper, carrément. Mais encore là, il n'est pas sûr que l'autre le fera.

La police de Montréal, en général, se montre intraitable à l'égard de ces cyclistes et avec raison.

La grande tolérance

Par ailleurs, les agents font généralement preuve d'une grande tolérance envers les cyclistes qui traversent un feu rouge après s'être assurés qu'ils ne gênent aucunement, ni de près ni de loin, la circulation des véhicules et des piétons. Et cela me paraît fort civilisé et sain.

« Mais, me direz-vous, dois-je comprendre que vous préconisez insidieusement la transgression des règlements? »

Je ne saurais le faire sans être accusé d'une forme de sédition. Disons simplement que, s'il m'arrive de brûler un feu rouge après m'être assuré que la voie est complètement libre, je ne brime les droits réels de personne. J'ajoute même que cette initiative est un facteur de sécurité dans la mesure où je me trouverai à rouler pendant quelques dizaines de mètres sans véhicules aux fesses et dans la mesure aussi où je libère du même coup les automobilistes de ma présence au carrefour, ceux qui tournent à droite notamment.

Solliciter cette tolérance n'est pas un caprice: la synchronisation des feux de circulation est strictement adaptée à l'automobile et le cycliste, moins rapide, s'en trouve systématiquement pénalisé. Et vouloir appliquer à la chaussée urbaine une macédoine de signalisations qui tiendrait compte à la fois des exigences des cyclistes et des besoins des automobilistes créerait plus de chaos que d'ordre. Les pistes cyclables en rue n'ont-elles pas amorcé ce chaos, en certains endroits?

Se faire tuer légalement

À noter d'ailleurs que l'observation stricte des règlements, en certaines circonstances, peut conduire le cycliste à se faire tuer en toute

légalité, pourrait-on dire. Exemple: si vous montez la rue Saint-Laurent au nord de Lagauchetière, vous roulez forcément lentement, à cause de la pente. Or si, arrivé au boulevard René-Lévesque, vous vous engagez en fin de feu vert, vous ne réussirez jamais à traverser le large boulevard avant que les voitures venant de l'est n'aient repris leur mouvement. Même chose, dans tous les sens, à l'important carrefour René-Lévesque-University, peut-être le plus achalandé de Montréal. Ce sont des circonstances où un cycliste est mieux avisé de s'arrêter à un feu vert, quand ledit feu est en phase terminale.

De la même manière, un cycliste peut créer une commotion en freinant un peu brusquement, en toute légalité, à un stop ou à un feu rouge, parce que piétons et automobilistes auront, l'espace d'une fraction de seconde, l'impression que le cycliste va passer tout droit. Une pratique dangereuse envers l'automobiliste et irrespectueuse envers le piéton.

Bref, il y a place pour le sens commun, pour la bonne volonté de tout le monde. Et ce n'est pas vrai que LES automobilistes montréalais sont devenus les ennemis des cyclistes. Je crois plutôt noter que, de plus en plus, en dépit des pi-

rouettes auxquelles les cyclo-livres s'adonnent régulièrement, les automobilistes, les cyclistes ordinaires et les piétons améliorent d'année en année leur ménage à trois sur le macadam montréalais. Avec quelques injures par ci par là, des échanges de grimaces à l'occasion, mais aussi plein de «après vous madame!», et de «je vous en prie, monsieur!».

Comme dans la vraie vie, quoi.

Mais comme, dans la vraie vie, mon vieux père est malade et qu'il habite loin de chez moi, je crois bien que j'achèterai bientôt... une minoune. Cette sacrée voiture a décidément le bras long.

De Montréal à Bethléem, en passant par Melbourne

Ceci n'est pas un conte de la Nativité, mais plutôt la narration d'un Baptême: celui de la Floride

RÉAL
PELLETIER

On fait quoi, un samedi soir d'octobre, à Duvernay? Oubedon on regarde le hockey, oubedon on bouffe. Les amis Christine et Roland qui nous reçoivent n'étant pas très portés sur le premier tout en ayant un faible pour le second, on bouffe. Christine a préparé un plat exquis, le ragoût d'aubergines sauce tomates. J'en suis assez heureux parce que je lui en avais refilé le tuyau après une virée en Provence, il y a quelques années. Heureux mais un brin agacé aussi parce que je soupçonne ses aubergines sauce tomates d'être meilleures que mes aubergines sauce tomates.

Mais les Côtes du Rhône a tôt fait de ramener ma bonne humeur d'autant plus que le convive Jean-Claude, le frère de Roland (deux zin-zin formés à Poly, comme on le disait à une époque ou on pouvait encore faire des blagues sur ladite école), tient des propos presque aussi appétissants que le ragoût.

Jean-Claude possède un condo en Floride. Il compte s'y rendre en coup de vent, l'espace de 10 jours, en novembre. Il m'offre de l'accompagner, comme ami et co-chauffeur.

J'en ai déjà rêvé, de la Floride — les insomnies de mi-février s'y présentent —, mais je n'y ai, à ma courte honte, jamais encore mis les pieds. Un gars d'ici, en 1990, journaliste de surcroît, n'a pas le droit de ne pas connaître. Déjà le fait que mes parents y aient passé, avec grand bonheur, cinq semaines chaque printemps depuis 20 ans aurait dû m'inciter à m'y rendre. J'aurais dû y aller aussi parce que la moitié septentrionale de l'Amérique du Nord veut y aller, voire s'y installer à demeure. En cette matière, la notion de société distincte ne tient plus: le mythe de la Floride est aussi vivace à Montréal qu'à Toronto, à Drummondville qu'à Schenectady, N.Y.

C'est un départ

Deux semaines plus tard, j'amorce mon baptême de la Floride. Nous voi-

la en fourgonnette, alternant, Jean-Claude et moi, entre le matelas installé à l'arrière et le fauteuil du chauffeur. Le sprint infernal Duvernay-Melbourne, en vol direct sur quatre roues, grugeant un ruban d'asphalte perpétuel. Vingt-huit heures consécutives d'autoroute, interrompues périodiquement par un Big Mac ou un plein d'essence.

Jean-Claude adore la formule: c'est, dit-il, l'Ex-Lax intégral; la grande lessive où t'es sûr de laisser ton bureau et ta maison derrière. Arrivé à destination, tu bouffes, tu dors 12 heures d'affilée et tu recommences à vivre, nettoyé de tes scories nordiques.

Reste que 28 heures consécutives d'autoroute, c'est, aussi, l'abrutissement total: un monde concentrationnaire, parfaitement organisé et prévenant, où toute une Amérique aime vivre, sur ses roues, jour et nuit, comme d'autres aiment vivre dans leur salon. Un univers où un Big Brother privé a aménagé des oasis, régulièrement, affichant une ou deux marques où coucher, une ou deux marques où manger, une ou deux marques où faire le plein/pipi. Toujours les mêmes marques, d'un bout à l'autre du continent, sur une distance qui fait deux fois et demi Montréal-Percé, trois fois Paris-Nice, cette autre Autoroute du Soleil.

Un univers concentrationnaire où, surtout la nuit, on redécouvre l'importance de la radio, devenue soudain le seul lien vivant avec le monde-hors-l'autoroute. Et on constate en même temps que la radio est, ici, monocrorde, probablement la plus ethnocentrique en Occident. Les Américains ne tolèrent pas, sur leurs milliers d'antennes (de rares stations PBS mises à part), autre chose que de la chanson anglo-saxonne, pas plus qu'ils ne tolèrent que *Trois Hommes et un couffin* ou que *Le Déclin de l'empire américain* ne leur soient montrés autrement que joués par des Américains.

Trois numéros

Tout ce qu'il nous faut surveiller, c'est trois numéros: la 81 d'abord qui

traverse les montagnes du Nord; la 270 ensuite qui permet de contourner Washington; et enfin cette interminable 95, bordée de sable, de conifères et de pancartes criardes qui promettent tous les petits bonheurs à petits prix, la 95 qui rejoindra le fond de la botte floridienne. Une autoroute très spéciale, à la fois artère et veine de l'Amérique frileuse et friande de golf et de pamplemousses.

Voici enfin Melbourne, sur la côte orientale de la Floride, à hauteur d'Orlando-Disney, quelque part entre Daytona et Miami. De Duvernay à Melbourne, le thermomètre a grimpé en moyenne d'un degré^c aux 100 milles, de sorte que nous y voici en plein été. En plein été, mais, à 2500 kilomètres plus loin, on n'est pas plus à Melbourne qu'à Duvernay.

C'est que les *ranch houses* de Melbourne ont sérieusement l'allure des *ranch houses*, disons, de la rue JJJoubert à Duvernay. Y'a dû y avoir plagiât quelque part, c'est pas possible. Mêmes grandes surfaces à toits plats sur des grands espaces gazonnés.

Sauf, évidemment, que le décor végétal diffère. Tout de même. Une pelouse à Melbourne, c'est pas fait de brins d'herbe mais de palettes d'herbe, rugueuses et sèches. On n'a pas le goût de courir pieds nus dans une pelouse de Melbourne. Et une pelouse de Melbourne, en cette mi-novembre, c'est aussi jaunâtre qu'une pelouse de Duvernay surprise par un dégel prématuré en février.

Chacun de ces *ranch houses* possède normalement son palmier, sauf qu'ils ne sont pas beaux ces palmiers. Ils sont rabougris et aussi brûlés que le gazon. «C'est le gel de l'hiver dernier», m'explique Jean-Claude.

50 000 \$ US

Quant à l'architecture de bord de mer, elle est plutôt moche, généralement dominée par des «boîtes à beurre», entre lesquelles s'insèrent néanmoins, par-ci par-là, des flots plus intéressants, plus chaleureux, plus accueillants. Le condo de Jean-Claude, à cinq minutes de marche de l'océan, appartient à cette catégorie. C'est un spacieux et confortable appartement de deux chambres à cou-

cher avec terrasse semi-couverte et piscine communautaire. Valeur marchande: 50 000\$ US.

La même qualité ambiante coûterait deux à trois fois le prix à Montréal, quatre à cinq fois à Toronto, six à sept fois à New York. Et en comparant des bords de mer, huit à neuf fois le prix, sans doute, dans une quelconque Baie des Anges face à la Méditerranée.

Ajoutez à cela une mer pas moins belle là qu'ailleurs et léchant une plage propre, assaisonnez le tout d'un soleil de Cayenne, et vous avez là la recette du bonheur, savourée en rêve, par une nuit d'hiver, à Schenectady, N.Y., ou à Drummondville, P.Q.

A Drummondville ?

Oui, à Drummondville. Sans blague. À l'immense marché aux puces jouxtant la 95 à quelques kilomètres de Melbourne, deux couples âgés de retraités nous abordent. Parce que nous parlons québécois, et que, contrairement à ce qu'on retrouve plus au sud, les Québécois se font rares au pays de Melbourne. En deux temps trois mouvements, ils nous expliquent:

1. qu'ils sont de Drummondville;
2. qu'ils habitent une maison mobile dont ils sont propriétaires sur un terrain qu'ils louent à Melbourne;
3. qu'ils ont des amis à Miami qui viennent de vendre leur maison mobile parce qu'il y a plein de violence à Miami et qu'eux, ils sont fiers d'être à Melbourne parce qu'il n'y a pas de violence à Melbourne;
4. mais qu'il y a moins de Québécois à Melbourne qu'à Miami;
5. et finalement que leurs voisins ont décidé de vendre leur maison mobile de Melbourne, qu'ils souhaiteraient bien que des Québécois l'achètent et que si jamais ça nous intéresse...

Tout m'intéresse dans la vie, sauf que...

En 60 secondes maximum, ces gens-là viennent de te dire beaucoup de choses. Et essentiellement une chose: ils crèvent d'ennui. Un ennui où un certain mal du pays n'est pas absent.

Les habitués de la Floride d'ailleurs signalent que cet ennui frappe souvent les vieux en général qui échouent dans le pays, pas seulement les Québécois. Cet ennui ne frappe pas les personnes âgées qui ont choisi d'aller passer la un mois ou deux par année, mais celles qui ont carrément opté pour la Floride comme terre de retraite.

Faut dire que le déroulement de la vie dans ce coin de pays ne paraît pas

particulièrement propice aux contacts. Ce qui me frappe en tout cas à l'occasion de ce court séjour, c'est que dans cette banlieue sans fin étendue en bord d'Atlantique, il n'y a personne dans les rues. Tout le monde est un peu sur la plage, beaucoup chez soi ou au centre commercial, et passionnément dans son automobile.

La voiture particulière règne en maîtresse sur cette gigantesque crêpe d'asphalte, rognée par le sable et les pelouses et truffée de bâtiments plats. Le citoyen a beau friser les 80 piges, il est contraint de se déplacer dans sa voiture et les distances sont, souvent, énormes. À cet âge, certains restent très verts au volant, mais d'autres pas.

Auto quand tu nous tiens

À la Chambre de commerce de Melbourne, sorte de bureau de tourisme local, je me renseigne sur les transports en commun. La préposée en ignore tout, mais elle me remet un petit bout de papier jaune où il est écrit qu'en composant tel numéro de téléphone, on me dira à quelle heure doit passer un prochain bus — c'est selon — et que la balade coûte un dollar par section urbaine. Une note très révélatrice accompagne le message: «*Donations are welcome.*»

À quelques coins de rue de là, sur la route principale en bord de mer, un vieil homme avance en chaise roulante motorisée sur la voie centrale réservée aux virages à gauche des véhicules, entre deux rangées de voitures filant à 70 km/heure. Y'a pas de trottoir dans cette portion de route.

Plus loin, on verra une vieille dame au volant de sa voiture tourner à droite à un carrefour, sauter par mégarde la bordure du trottoir faisant le coin, pour se retrouver immobilisée sans trop savoir quoi faire. La bordure de trottoir en angle est figée entre les roues droites du véhicule, l'empêchant à la fois d'avancer et de faire marche arrière.

Ça, c'est le côté discrètement sous-développé de la Floride des personnes âgées, en marge de l'océan-spectacle, des feux mirobolants du soleil et de son complément artificiel, l'air climatisé.

Grande douceur

Grande douceur de vivre malgré tout dans ce pays de cocagne. Rangées de pêcheurs à la ligne sur les quais. Six cents terrains de golfe distribués dans le pays. De la place en masse pour le vélo avec, ici et là, des bouts de piste cyclable, qui en viendront peut-être un jour à former réseau, si les p'tits cochons à quatre roues n'arrivent pas à tout bouffer l'espace.

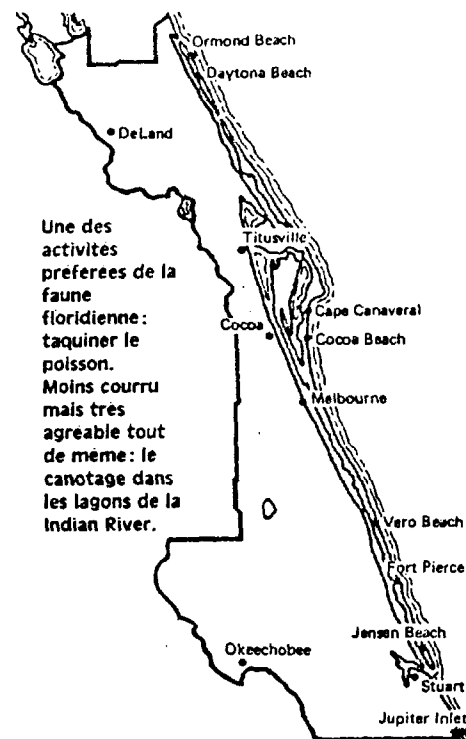
Autre activité agréable — d'autant plus agréable qu'elle est mal dévelop-

pée et donc peu pratiquée — c'est le canot sur les lagons de la Indian River. Itinéraires entre îles protégées, peuplées d'une faune variée où dominent pélicans et aigrettes, hérons et aigles pêcheurs, aussi accueillants qu'une serveuse «*Est-ce-que-j-peux-vous-aider?*» chez McDo.

C'est avec ce baluchon de petits souvenirs, après une immersion floridienne de sept jours, que nous réintérons la fourgonnette pour le retour.

Sur la 81, en Pennsylvanie, je rate un embranchement et nous nous retrouvons sur la 78. Pour rétablir le cap en direction nord, nous empruntons une sortie qui nous projette en pleine ville de Bethlehem, forêt de hauts-fourneaux rouilles, aux trois-quarts éteints, de la célèbre Bethlehem Steel, l'un des piliers traditionnels de l'acier aux USA. Un Bethlehem un peu lugubre, un Bethlehem à l'envers qui évoque plutôt la Mort que la Nativité: la mort lente, en tout cas, de tout un pan historique de l'industrie nord-américaine, qui avait entraîné, au tournant de la Seconde Guerre, la naissance de notre ferrugineuse Côte-Nord et qui a bien failli en causer la perte.

Décidément, je m'inquiète: j'ai pas détesté la Floride, comme je le craignais... et je commence à avoir le pif pour les mouroirs.



Une moitié de l'humanité serait plus « humaine » que l'autre ?

REAL PELLETIER

Dimanche matin, 4 novembre, à London, en Ontario. L'instant a un petit quelque chose de solennel. Les dimanches matins ont toujours un petit quelque chose de solennel. Le lieu aussi en l'occurrence. Dans la ville canadienne qui compte le plus grand nombre de millionnaires, sur le campus très vert et très riche de l'université Western (une université, c'est comme une ville : plus c'est riche, plus c'est vert. Voir l'UQAM.), une soixantaine de journalistes venus des quatre coins du monde parlent métier. Et le sujet aussi, ce matin-là, au terme d'un colloque de deux jours baptisé *Encounter 90*, revêt une certaine solennité : la place des femmes dans le journalisme.

Une femme, grande, la quarantaine, est au micro. Elle est correspondante aux Nations unies d'un quotidien de Toronto. C'est une personne posée, qui dit les choses avec intelligence, avec sobriété, et avec juste le brin d'émotion qu'il faut pour ne pas perturber cette grand-messe vachement intello. Le discours de cette femme est une sorte d'homélie bien sentie où les choses qu'il faut dire sur le problème des femmes dans les salles de rédaction — sous-représentation en général, dans la direction en particulier, cantonnement dans des secteurs dits « féminins », climat de blagues sexistes, à l'occasion, de la part des collègues mâles — sont abordées avec nuance, avec tact et sans amertume.

Une anecdote

Au fil de l'exposé, la conférencière s'attarde à une anecdote : lors de la contestation autochtone des manoeuvres militaires de l'OTAN au-dessus du Labrador, elle s'est rendue sur place rendre compte des événements. Elle s'est mêlée étroitement à la population locale, a fait parler les gens de leurs problèmes, là où, a-t-elle dit, d'autres journalistes, des hommes, s'étaient contentés de s'en tenir aux aspects, disons, plus techniques de la confrontation entre les militaires et les autochtones. Et la conférencière de glisser subrepticement le message suivant : les femmes journalistes sont plus humaines dans leur approche des événements, parce qu'elles sont femmes.

Bon.

Là-dessus, quelques fessiers mâles ont grouillé sur leur chaise, mais les choses en sont restées là. À la pause café qui a suivi cependant, quelques grognements se sont fait entendre, plutôt timidement, dans un coin. Entre hommes seulement. Rien d'agressif, une sorte d'agacement plutôt. Pas de contestation vraiment, mais quelques questions soulevées, sur le mode bougon :

■ Se pourrait-il qu'effectivement, les femmes journalistes soient plus humaines que les hommes journalistes ?

■ Si c'était le cas, cela ne voudrait-il pas dire que les femmes en général sont plus humaines que les hommes ?

■ Quand on est rendu là, n'est-on pas contraint d'établir et d'accepter aussi l'envers du postulat, à savoir que la moitié mâle de l'humanité est moins humaine que l'autre moitié ?

■ Si la correspondante s'est révélée « plus humaine » que les journalistes hommes dans la couverture des événements du Labrador, ne serait-ce pas dû au fait que cette personne, en tant que personne tout simplement, est particulièrement humaine et particulièrement compétente ?

■ Est-ce qu'on ne connaît pas, dans nos salles de rédaction, des femmes capables d'être plus dures, moins humaines au fait, que certains hommes dans le traitement des événements et à l'inverse, n'existe-t-il pas des hommes journalistes capables de grande sensibilité face aux événements ? Un collègue de Radio-Canada signalait que, sur la question des vols de basse altitude au Labrador justement, Jocelyn Laberge a, lui aussi, produit des reportages radio empreints d'une grande humanité sur les Amérindiens de cette région.

■ En affirmant sans ambages qu'une femme journaliste — ou une femme tout court — est plus humaine que sa contrepartie mâle, est-ce qu'on ne crée pas un nouveau stéréotype, aussi sexiste, aussi injuste finalement que ceux que le mouvement féministe a réussi à casser, de haute lutte, au fil des dernières décennies ?

Les tabous

Interrogations entre hommes donc, sans animosité, un dimanche matin,

autour d'une tasse de café, dans ce magnifique sanctuaire de réflexion que constitue le Spencer Hall de l'université Western. Des questions qui auraient mérité sans aucun doute d'être soulevées en présence de la conférencière — il y avait une période prévue à cet effet — mais qui n'ont été formulées qu'après coup. Plutôt prudemment que publiquement. Entre hommes encore une fois.

La veille, en fin d'après-midi, le colloque avait accueilli un Amérindien qui fut présenté comme un « négociateur » dans la crise d'Oka. L'auditoire eut droit à une version pour le moins — disons — grosse des événements de la barricade d'Oka : Kanesatake présenté comme une « réserve », profanation de sépultures amérindiennes par l'extension du terrain de golf, policiers ayant tiré à hauteur de ceinture et Warriors ayant tiré en l'air, etc.

Une bonne dizaine de journalistes du tiers monde présents prénaient furieusement des notes. Quand, à la période de questions qui a suivi, un collègue de Radio-Canada a voulu, en y mettant tout le doigt possible dans les circonstances, corriger certaines affirmations du conférencier, ce dernier l'a rabroué avec une réplique cinglante : « Merci, monsieur Bourassa ! » lui a-t-il lancé, sur un ton qui ne souffrait guère la réplique.

Comme quoi, du féminisme aux événements d'Oka, des thèmes de vie en société qui appellent la recherche de la vérité et un effort de réflexion, peuvent rejoindre la case des tabous, même en milieu universitaire.

Le message d'un livre

Ces images, banales au demeurant, me sont revenues à l'esprit comme une tonne de briques à la lecture du livre de Roch Côté, *Manifeste d'un salaud*. Beaucoup d'entre nous, les hommes, les hommes journalistes notamment, en sommes venus à éviter le débat public sur la question de la place des femmes dans la société. Et sur son corollaire, moins débattu mais qui devra l'être un jour, de la place des hommes dans cette même société.

Les excès d'un certain langage féministe dénoncés dans le livre de Côté ne sont pas étrangers au fait que les hommes, tout en ayant à vivre avec leur lot, fondé, de remords à l'égard des femmes, en sont venus à ronger leur frein plutôt que de croiser le fer, honnêtement et ouvertement, avec l'autre sexe.

Entre « personnes », quoi !

Le propos de Côté finalement, au delà du pamphlet — qui est arrivé à point à la veille de la commémoration de Poly — est là. Côté ne demande pas aux hommes de battre les femmes, pas plus qu'il ne demande de battre les Amérindiens ou les juifs, mais il presse toutes les « personnes » d'abattre les tabous.

Le clochard de Londres!

Réal Pelletier
envoyé spécial de La Presse

LONDRES

A l'heure où vous lisez *La Presse* ce matin, entre votre premier et votre deuxième café, le successeur de Margaret Thatcher — il s'appelle John Major incidemment — s'apprête à accueillir, à Lancaster House, où Chopin joua jadis pour Victoria, les chefs des six autres plus importants pays industriels de la planète.

Un énorme banquet de trois jours en fait avec ses traditions c'est quand même le 17e du genre — un banquet au menu économique consistant, et politiquement bien arrose. Le rituel, dans cette édition 1991 du G-7, s'enrichit d'une variante de taille: à l'heure du café, le chef de table officieux et président des États-Unis suggérera au successeur de Margaret Thatcher de conduire les invités au salon pour y rencontrer le plus fabuleux mendiant de l'ère moderne.

Par la porte entr'ouverte, Mikhaïl Gorbatchev apercevra un instant la table; il ne voudra pas voir les miettes qui en seront tombées mais fixera furtivement les assiettes avec convoitise.

Ce banquet de trois jours réincarne en somme, pour la galerie des peuples que nous sommes, des semaines, voire des mois de tractations intenses entre les diverses instances des Sept — chefs d'État et de gouvernement, ministres des Affaires étrangères, ministres des Finances — pour en arriver à dissiper un peu leurs divergences monétaires, commerciales, militaires (avec petits règlements de comptes à l'avenant), mais aussi, cette fois, pour essayer de satisfaire aux demandes de ce grand mendiant venu du Froid.

Un mendiant qui se défend bien de l'être. Pourtant propre, bien vêtu et doté d'une langue bien pendue, il ne s'en verra pas moins traité en clochard. On lui dira, par George Bush interposé: «Oui, si t'arrêtes de boire du communisme, on te donnera quelque chose. Pas des sous car ce serait l'occasion pour un gars comme toi de recommencer à

boire (du communisme). On te donnera peut-être de quoi manger si tu es vraiment très sage, mais on te procurera surtout des recettes. Un tas de recettes, que nous connaissons bien, sans cholestérol (étatique) mises au point dans les cuisines de Harvard. Et surtout, pour l'amour de Dieu (tu finiras bien par y croire, va!), tu vas nous casser cet appareil militaire qui bouffe encore 53 p. cent de la structure de production industrielle.»

Et le plus fabuleux mendiant, de l'ère moderne, propre, bien vêtu et à la langue bien pendue, pensera à sa famille restée là-bas: neuf de ses 15 enfants républicains n'ont-ils pas consenti finalement à ce qu'il aille jouer de la gamelle à Londres? Et le mouton noir de la famille, Boris Yeltsine, qui l'attend de pied ferme à son retour, et qui aura l'audace de lui demander des comptes après avoir trinqué (sans vodka cette fois) avec le chef de la Maison-Blanche, il y a 15 jours, façon bushienne de servir l'apéro avant le banquet du G-7.

Bush voulait bien s'assurer que Boris allait se charger éventuellement de ramener son clochard de père à la raison (occidentale), sans le laisser choir pour autant car là, ça pourrait jouer très dur dans la grande famille soviétique, sabordant la fragile bonne entente retrouvée en Europe et compromettant le «nouvel ordre mondial».

De fait, le président des États-Unis, selon une habitude qui nous devient de plus en plus familière, n'a pas laissé grand-chose au hasard dans la préparation de ce Sommet. Hier, il causait avec François Mitterrand qui l'accueillait à Rambouillet en fin d'après-midi. Dans les jours précédents, il avait reçu Toshiki Kaifu aux États-Unis, puis s'était rendu saluer Brian Mulroney au Skydome. Histoire de se

montrer à son peuple à la télé à l'occasion du match des étoiles du baseball, mais histoire en même temps de confirmer, s'il était nécessaire, l'équivalence de vues entre les États-Unis et le Canada en fonction du G-7.

En fait, chacun des six homologues de George Bush aime bien se faire voir avec le président des États-Unis, probablement le leader politique international le plus puissant que la vieille planète ait connu à ce jour.

Ils ne peuvent lui envier que le prestige dont George Bush jouit auprès de ses propres électeurs, éblouis et encore émus par sa performance dans la Guerre du Golfe.

Effectivement, les six homologues de Bush à Londres n'ont pas une vie domestique facile:

■ Toshiki Kaifu, tourmenté par les scandales de la place financière de Tokyo, n'est pas sûr, à la fin de son mandat institutionnel en octobre, d'en obtenir un renouvellement, ses pairs le jugeant un peu trop accroché aux basques de George Bush;

■ Helmut Kohl, à Bonn-Berlin, vient de ramasser la note — plutôt salée, jugent les électeurs — du party gigantesque qui a marqué l'écroulement du Mur;

■ François Mitterrand, à Paris, prend des virages dangereux pour l'unité de son Parti socialiste où certains commencent à se demander si leur Tonton n'est pas en train de porter au socialisme démocratique le coup que Gorbatchev a porté au communisme. Et dans l'interval, l'opposition de droite attend fébrilement l'avènement d'un trois-millionième chômeur en France, dans quelques mois;

■ John Major, à Londres, avait cru connaître le pire lorsque, à propos de l'avenir de l'Angleterre dans l'Europe des Douze, ses prédécesseurs conservateurs Edward Heath et Margaret Thatcher s'étaient mis à se tirer dessus en oubliant que lui, John Major, se trouvait entre les deux. Mais voilà que l'incroyable scandale de la BCCI, impliquant la Banque d'Angleterre, prend le pas dans l'actualité britannique sur le Sommet des sept qui débute aujourd'hui;

■ Giulio Andreotti, disent les Italiens cyniques, n'existerait même pas en politique si les Italiens prenaient la politique au sérieux;

■ Quant à Brian Mulroney, prière de consulter les plus récents sondages dans *La Presse*.

Au bilan, c'est un aéroport de chefs un tantinet éclopés qui entourera Bush lors de ce Sommet de Londres face aux demandes de Gorbatchev. Gageons que l'artisan du « nouvel ordre mondial » ne s'en plaindra pas à ce moment-ci. Même « off the record ». □

Gorbatchev voulait des pilules: le G-7 lui impose une cure

**REAL
PELLETIER**

envoyé spécial

LONDRES

Mikhail Gorbatchev a quitté Londres hier avec l'espoir qu'on pourrait bien, un jour, lui faire une place au sein d'un éventuel G-8, pour peu que l'URSS se plie à une thérapie bien précise dont les phases lui seront savamment dictées dans les années à venir par les docteurs du FMI et de la Banque Mondiale, avec l'appui de leurs confrères de l'OCDE et de la banque européenne de reconstruction et de développement (BERD).

Les boys de Harvard avaient déjà ausculté le patient, lui avaient indiqué des avenues de guérison, mais Gorbatchev ne s'en était pas senti le courage: trop de vieux vices anti-capitalistes le prenaient au corps, dans le bouillon de culture du Kremlin, pour qu'il plongeât.

«Le gars est plein de bonne volonté, mais il n'est pas sérieux, il ne connaît rien à l'ABC du capitalisme, encore moins aux subtilités structurellement profondes de l'économie de marché.» La phrase est revenue, lancinante, ces dernières semaines dans la bouche des porte-parole du G-7 et des observateurs patentés de la grande presse occidentale.

Diagnostic sévère. Le patient aurait aimé des pilules, on lui impose une cure.

Il aurait apprécié, par exemple, une initiative, ne serait-ce que partielle, d'effacement de sa dette extérieure. N'a-t-on pas, du côté de la Communauté européenne, consenti 50 p. cent de l'annulation de la dette de la Pologne, ce à quoi la fière Amérique de Bush a surenchéri en gommant 70 p. cent?

Des transferts ponctuels d'argent comme ceux-là ne sont pas monnaie courante, si l'on peut dire. Ils restent à la discrétion du prince. La Pologne paraissait plus «sérieuse» dans sa volonté de s'ajuster à l'économie de marché. Et puis, il y avait peut-être là un

clin d'oeil aux Polonais pour avoir allumé l'étincelle d'où est jaillie, Jean-Paul II aidant, l'explosion aux retombées encore incalculables qui a secoué les pays de l'Est.

Des sous, Gorbatchev — naïf — en voulait aussi pour créer une sorte de caisse de compensation d'une douzaine de milliards de dollars, permettant la conversion du rouble en argent «vrai», histoire d'ouvrir un peu son commerce extérieur et de faciliter l'investissement étranger. Des sous aussi pour, selon le «Herald Tribune», reconverter 80 p. cent de l'industrie de guerre de l'URSS en industrie de biens de consommation, cette industrie de guerre occupant déjà la moitié de sa production industrielle.

Nenni. La cure d'abord.

Le non sec que Gorbatchev a essuyé des Sept à Lancaster House, à moins d'un kilomètre de la plus grande place financière de la planète, aurait normalement dû chavirer le «malade». Faut croire que Gorbatchev n'est probablement pas mal portant au point de ne pas savoir que les superbes acteurs du G-7 feignent de lui cacher des choses sur leur propre situation financière réelle.

Dans «Le Monde diplomatique» de juin, Ibrahim Warde, professeur d'économie politique internationale à l'université de Californie (Davis), décrit le tarissement des liquidités dans les sociétés riches. Jusqu'à il y a deux ans, dit-il, trois sources disposaient de capitaux excédentaires, le Japon, l'Allemagne et les pays producteurs de pétrole. Or, la situation a bien changé:

■ Le Japon: l'excédent est là, mais les nouveaux besoins de la population sollicitent des investissements considérables.

■ L'Allemagne: l'unification représente, sur une période très très courte, des déboursés de 200 milliards de marks. Les excédents extérieurs du pays, selon l'OCDE, de 56 milliards\$ qu'ils étaient en 1989 ont fondu à 18 milliards en 1991.

■ Les pays producteurs de pétrole, qui nageaient dans l'abon-

dance depuis la crise de l'or noir, sont devenus pays débiteurs sous les effets conjugués de la guerre, de la reconstruction (entre 200 et 400 milliards de dollars pour l'Irak et le Koweït) et des achats d'armement.

Dans l'intervalle, le navire amiral, les États-Unis, voguant sur la crête de ses déficits — 300 milliards prévus cette année — éponge allègrement l'épargne internationale. Sa dette extérieure atteignait 620 milliards en 1990.

Pas d'argent? Soit. Gorbatchev boude, mais il accepte en lançant, un peu timidement: «On est maintenant 7½, pas vrai?» Pas de réponse, là-dessus non plus, au G-7. «Va d'abord faire ta cure, mon vieux!»

Reste à savoir comment la famille l'accueillera à son retour à Moscou: Gorbatchev rencontre, la semaine prochaine, le redoutable — mais quand même divisé — comité central du Parti communiste soviétique.

Ce devoir accompli, le président de l'URSS voudra se replonger dans le dossier incroyablement complexe des négociations en cours sur le Traité de l'union: sorte de négociations constitutionnelles qui vont établir comment l'ex-URSS à quinze républiques fonctionnera à l'avenir. Six de ces républiques ayant déjà donné ni plus ni moins un avis de départ, reste à savoir comment s'articuleront les autres: à un ? à un plus neuf ? à neuf plus un ? ou carrément à neuf seules ?

Enfin, commencera la thérapie voulue par les Sept. Gorbatchev lui-même accepte volontiers son utilité. Récemment, on l'entendait, à Moscou, faire le gag suivant, rapporté dans le quotidien français *Libération*: «George Bush a 100 gardes du corps. L'un d'entre eux est un terroriste mais il ne le connaît pas. François Mitterrand a cent maîtresses, l'une d'entre elles a le sida, mais il ignore laquelle. Mikhail Gorbatchev a cent conseillers économiques, l'un a raison, mais il ne le connaît pas.»

De l'argent? NON!

RÉAL PELLETIER
envoyé spécial de La Presse
LONDRES

La cerise aura finalement — c'était un peu beaucoup prévisible — écrasé le gâteau. Les 64 résolutions étalées sur 21 pages de la « déclaration économique » du Sommet des Sept, intéressantes au demeurant, auront cédé le pas médiatique au passage à Londres du « mendiant de Moscou ».

Un « mendiant » qui s'était plus ou moins invité lui-même, à qui on a demandé ce qu'il voulait, qui l'a dit, que l'on n'a pas pris très au sérieux, qui est descendu mardi après-midi à Heathrow avec les excuses du premier ministre John Major retenu ailleurs, qui n'a pas été invité en soirée — protocole oblige, il n'est pas des Sept — au plus fabuleux party qui ait jamais été donné dans les jardins de Buckingham Palace de mémoire de chroniqueur du *Times*, et qui quitte demain Londres bredouille.

Bredouille? Le mot était officiellement tabou hier au Queen Elizabeth Conference Center. En rendant publique la liste des six points d'entente entre Gorbatchev et les Sept, le premier ministre britannique, hôte du G-7 dans un premier temps, puis du chef du Kremlin dans un second, ne tarissait pas d'éloges sur les promesses de coopération que recelle l'entente, ni de qualificatifs sur la séance de travail qui venait de prendre fin en après-midi entre les Sept et le leader soviétique: discussions « franches, directes, informelles », etc.

Même langage, dans l'heure qui a suivi du côté de George Bush en conférence de presse. Et même appréciation plus tard de la part de hauts fonctionnaires canadiens.

Mikhail Gorbatchev lui-même, dans une salle bondée de 400 journalistes, a souscrit au cli-

mat officiel aux côtés de John Major, mais le coeur n'y était pas.

« Il devait être fatigué », de commenter un haut-fonctionnaire canadien, parce qu'en séance de travail, il a défendu sa cause avec chaleur, avec passion.

A-t-il demandé de l'argent? Non, répond Bush, sans ambages à la télé. Les Canadiens confirment. Mais on ne connaît pas la cure d'amaigrissement qu'aura traversée, par voie diplomatique préalable, la liste de demandes de Gorbatchev avant qu'elle ne parvienne aux Sept dans sa forme définitive. Autrement comment expliquer que dans l'entourage des Sept en général — y compris le premier ministre Mulroney lui-même — on ait fait la moue quand on leur parlait d'argent?

De lui-même, un fonctionnaire canadien a évoqué la question hier: « En quoi investir 100 milliards dans le développement des ressources dans le fond de la Sibirie réglerait-il le genre de problèmes qui confrontent l'URSS? » Le fonctionnaire à cet égard qualifié de « problème central » l'incertitude entourant l'imbroglio constitutionnel de l'URSS.

Il n'y a pas d'arrière-pensée domestique là-dedans. Six des 15 républiques soviétiques ont déjà pratiquement déclaré forfait. Et le sort des neuf autres est en balance à la faveur des négociations en cours autour du projet de Traité de l'union. Bref, on ignore quelles seront les frontières du pays — ou des pays — dans six mois ou un an et à quels niveaux se partageront les pouvoirs.

Ce qu'on sait par contre chez les Sept, c'est que le pays est à refaire de fond en comble. L'entente en six points intervenue hier, modeste dans ses engagements financiers, se veut néanmoins gé-

néreuse. Elle veut accorder une place à l'URSS au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale et demande à ces deux organismes en même temps qu'à l'OCDE et à la BERD de se mettre à la disposition de l'Union soviétique pour l'aider à résoudre ses problèmes. Mais de l'argent, non.

La conférence de presse Major-Gorbatchev avait quelque chose de pathétique. Les Sept en somme disent à leur « invité »: « Fais d'abord le ménage dans ta maison, on est prêt à te fournir la bonne, voire le Windex et les torchons, après ça on viendra s'installer chez-toi avec notre capital. »

Le Canadien qui a démarré un McDonald's à Moscou a traversé sept années de formalités avant d'y arriver, dira un fonctionnaire. Il serait prêt à en installer 200 autres; le marché est là, mais le courage lui manque.

Et que pourra faire, disons, un fonctionnaire du FMI prêté à Moscou? Par exemple aider un fonctionnaire soviétique à comprendre un régime fiscal et à le mettre en place de manière à ce qu'il soit efficace.

Investir dans les ressources énergétiques? Pas tout de suite. Pourquoi ne pas commencer plus modestement par aider l'URSS à colmater les brèches dans son gazoduc trans-sibérien? Et le blé: pourquoi ne pas commencer par sauver les 40 p. cent de la production soviétique qui périssent parce que le système de distribution alimentaire fonctionne cul par-dessus tête?

Les choses en sont là pour Gorbatchev. Reste à savoir comment il réussira à expliquer à son monde que l'aide offerte par les pays riches valait un voyage à Londres. □

Gorbatchev arrive avec son chariot

RÉAL PELLETIER
envoyé spécial de La Presse

LONDRES

Un bon gars Gorbatchev! Quand même. On commençait à en douter depuis quelques jours, son cahier de revendications rendu public vendredi dernier ayant suscité scepticisme chez les Sept et sarcasme dans la grande presse anglo-saxonne ambiante. Les chefs des grands pays industrialisés ont tenu hier à lui rendre hommage en saluant le nouvel esprit de coopération de l'URSS sur la scène internationale, esprit « qui a tant fait pour réduire les tensions Est-Ouest » et pour « renforcer le système multilatéral de paix et de sécurité ».

Dans leur déclaration politique commune en 16 points (le volet soviétique arrive en douzième place), les Sept ont du même souffle promis de « soutenir » les efforts de l'URSS « en vue de créer une société ouverte, une démocratie pluraliste et une économie de marché ». Gorbatchev est arrivé à Londres hier soir justement pour causer un peu de ce « soutien ».

Les Sept attendaient de Mikhail Gorbatchev un plan de réformes solidement charpenté, finement ciselé. Un de ces programmes bien développés comme les chérissent les décideurs des pays « évolués », avec des échéances, des priorités et plein de tableaux et de graphiques à l'appui, en quadrichromie sans doute. Un programme aussi avec des lignes pointillées au bout desquelles apparaissent les symboles sacrés de la société industrielle: les chiffres.

Le président soviétique leur a plutôt remis, pêle-mêle, une liste d'épicerie longue comme le bras, propre à remplir un chariot chez Provigo plutôt qu'un panier au dépanneur.

« Shocking! » lui a-t-il été répondu dans les salons du G-7, où on respecte le vocabulaire de l'hôte.

Facile.

Quand, dans un building gigantesque comme l'URSS, le toit idéologique coule, que les fondations nationales se fendillent, que la chaudière économique a des rates et que les souris grignotent le filage du pouvoir — et pendant que les élites de céans collent au penthouse en dégustant caviar-vodka tout en causant politique — tu les commences par quelles réformes?

Les boys de Harvard avaient bien tenté, en prenant une bière au sous-sol avec l'économiste de confiance Grigori Yavlinski, d'esquisser un programme de reconstruction « montrable » aux Sept. Gorbatchev n'a pas voulu. Ou n'a pas pu. L'histoire le dira. Il a préféré piger des idées à droite et à gauche, en ménageant la susceptibilité des médailles et des mandarins, puis les a alignées sur une feuille. Vexé, dit-on, Yavlinski n'a pas voulu l'accompagner à Londres.

Probable que Gorbatchev, quitte à se faire tourner en ridicule chez les voisins, n'a pas voulu compromettre absolument la paix familiale, déjà suffisamment perturbée, sachant très bien que de toute façon, les pays riches ne pouvaient pas tout lui refuser après avoir dansé chacun son tour avec lui au son de la perestroïka.

Les espèces sonnantes ne feront peut-être pas beaucoup de bruit dans sa gamelle quand il rentrera à Moscou, mais plusieurs organismes internationaux pourraient lui avoir fait une fleur: le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le Club de Paris.

Les Allemands pourraient avoir réussi à convaincre leurs homologues d'acheter des produits soviétiques. Du pétrole par exemple, ce qui exercerait une pression à la baisse sur les cours mondiaux, mais il ne semble pas que les Américains soient très chauds.

Au déjeuner de travail de Lancaster House hier, il y a eu trois services de café après le repas. □

Digérer l'affaire des Kouriles!

RENÉ PELLETIER
envoyé spécial de La Presse

LONDRES

«L'enfer, c'est les autres», disait Jean-Paul Sartre. Les Anglais seraient plutôt d'accord. Tapis dans leur île qui n'en finit pas de verdoyer sous les nuages — G-7, pas G-7 — ils boudent naturellement leur premier voisin, l'Europe. Quant aux amitiés que — tout de même — commande la pratique de la vie internationale, ils vont les chercher chez de lointains cousins. Du côté de l'Amérique par exemple.

Les Soviétiques, quant à eux, ont assez longtemps souscrit à l'image sartrienne — pendant 70 ans en fait — n'hésitant pas d'ailleurs à créer de toute pièce leur propre «Manche», sous la forme d'un rideau métallique de lugubre mémoire.

Mais faut croire que la vraie vie colle mal à l'image du célèbre philosophe: à peine entr'ouvert, le rideau laisse voir des Soviétiques au regard plein d'avidité pour ce que nous représentons, biens matériels et comportements confondus; des Soviétiques aussi que, tout mal en point qu'ils soient, on a envie de voisiner.

Prenez le G-7 par exemple. Il est amusant de constater que c'est le voisin le plus immédiat, l'Allemagne, qui est le plus naturellement enclin à souscrire aux demandes — toutes maladroitement qu'elles soient dans leur formulation de vendredi dernier — d'aide financière et technique exprimées par Gorbatchev. Dans l'ordre géo-affectif décroissant viennent ensuite l'Italie et la France.

À l'autre bout du spectre, le Japon. Le Japon qui ne veut rien entendre aux représentations du président de l'URSS. Pas beaucoup de voisinage naturel entre ces deux peuples, séparés par l'interminable Sibérie. Mais il se trouve que cette Sibérie rejoint presque, dans son extrémité orientale, l'archipel japonais. Et que quelques-unes de ces îles nippones, les Kouriles, sont restées aux mains des Soviétiques dans les marchandages précipités qui ont suivi la Deuxième Guerre.

Les «chicanes de clôtures» entre pays, banales souvent en apparence, n'ont pas souvent d'issues cocasses, tant s'en faut. C'est pourquoi le magistral mouvement de jeux d'intérêts qui a pris sa vitesse de pointe hier à Lancaster House doit AUSAI digérer cette affaire des Kouriles. C'est l'une des pièces multiples d'un gigantesque hologramme diplomatique en mouvance constante, qui fera une pause aujourd'hui pour une

déclaration politique commune des Sept, et une autre demain pour une déclaration à caractère économique. Au terme de ces pauses, la diplomatie des Grands devrait revenir à son rythme de croisière.

Pour l'instant, plus de 3000 journalistes venus de tous les coins (prosperes) de la planète tentent de déchiffrer les messages multiples que se passent verticalement les acteurs, de ministre des Finances en ministre des Affaires étrangères en chef d'État ou de gouvernement, ou horizontalement entre les sept pays aux trois paliers précités.

Le chassé-croisé est fascinant, insaisissable à l'observateur isolé, rapidement subjugué par le volume et la vitesse des communications. La meute médiatique en est quitte pour des briefings maigres et plus souvent énigmatiques qu'informatifs.

L'objet initial de pareils Sommets est économique: civiliser un peu les flux financiers, diminuer les aspérités du commerce international, équilibrer les politiques de taux d'intérêt, etc. Mais sur ce corps principal de centres d'intérêt — assez substantiel en soi merci — viennent se greffer une foule d'affaires politiques courantes comme le projet de création d'une défense européenne, la dénucléarisation de l'Irak, les négociations du GATT et celles du START, etc. Sans compter, en l'occurrence, les demandes de Gorbatchev qui — cela ne fait plus guère de doute ici — sont en train de bousculer complètement le bel ordre du jour minutieusement et amoureusement préparé par les fonctionnaires. C'est la grand-messe par excellence de l'exercice du pouvoir par les puissants de ce monde.

À cet égard, la minuscule affaire des Kouriles est instructive. Le Japon choisit de dire non aux Soviétiques à cause des Kouriles, mais il est probable que l'attitude intraitable des Japonais obéit à des considérations d'un ordre autre que frontalier.

Seul pays disposant de liquidités substantielles chez les Sept, le Japon a choisi de ne prêter qu'aux pays qu'il juge solvables et ce n'est manifestement pas le cas à ses yeux d'un pays comme l'URSS actuelle.

Cette attitude plaît assez, dans les circonstances, à George Bush qui, sous son armure de chevalier du «nouvel ordre mondial», cache des goussets plutôt dégarnis en matière de liquidités. Sans compter que les grands réseaux bancaires privés lui ont fait savoir à peine discrètement, qu'après les

grandes aventures humanitaires de prêts désastreux à nombre de pays du tiers monde, ils ne se sentaient pas le goût du tout de recommencer l'opération dans une URSS dont la solvabilité à terme est plus que problématique.

Washington en outre a prêché à des convaincus quand elle a dit aux Japonais, aux Anglais et aux Canadiens, entre autres, qu'une ponction magistrale des finances des pays industriels pour venir en aide à Moscou créerait une rareté de capitaux qui ne pourrait qu'accentuer la hausse des taux d'intérêt au détriment des pays industriels.

Reste l'Allemagne qui, en dépit de la saignée financière que représente l'unification et après avoir déjà prêté substantiellement à l'URSS, se dit prête à une rallonge. Il y a là, bien sûr, la perspective de retombées commerciales alléchantes venant de son peuplé voisin. Mais il y a aussi la crainte, partagée en France, en Italie et ailleurs en Europe, des conséquences dramatiques d'un effondrement du pays et du régime, qui aurait tôt fait de propulser les durs au pouvoir.

Dans le rôle de grandeur qu'il s'est donné, George Bush aura la tâche infiniment délicate, ces jours-ci — c'est d'ailleurs probablement déjà fait —, de tracer quelque part, avec ses homologues une ligne démarquant ce qui peut et ce qui ne peut pas être accordé à Gorbatchev. □

TABLE DES MATIÈRES

Prix Jules-Fournier 1991.....	3
Onzième lauréat du prix Jules-Fournier	5
Proclamation du prix Jules-Fournier 1991	7
Réal Pelletier... une carrière au service de la communication ...	13

Chroniques de Réal Pelletier

- L'Île-de-France	17
- Au seuil d'un grand malentendu	21
- Quand le baseball se heurte à une certaine «société distincte»	24
- Automobilistes et cyclistes en ville: il y a de la place pour tout le monde	26
- De Montréal à Bethléem, en passant par Melbourne	29
- Une moitié de l'humanité serait plus «humaine» que l'autre?	31
- Le clochard de Londres!	32
- Gorbatchev voulait des pilules: le G-7 lui impose une cure	34
- De l'argent? NON!	35
- Gorbatchev arrive avec son chariot	36
- Digérer l'affaire des Kouriles!	37

Conseil de la langue française
800, place d'Youville (13^e étage)
Québec
G1R 3P4

1410, rue Stanley (7^e étage)
Montréal
H3A 1P8

Service des communications
(418) 646-1131
(514) 873-2285